

États financiers consolidés de

**CGI INC.**

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

# Rapports de la direction et des auditeurs

## DÉCLARATION CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION D'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de CGI inc. (la Société) est responsable de la préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion ainsi que de leur intégrité. Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board, et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et d'exploitation présentée ailleurs dans le rapport de gestion est conforme aux états financiers consolidés connexes.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection des actifs de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les états financiers consolidés de la Société sont soumis à un audit par un cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport est présenté ci-après. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant nommé par les actionnaires de la Société sur recommandation du Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration, a réalisé un audit indépendant des bilans consolidés aux 30 septembre 2020 et 2019 et des états consolidés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019, ainsi que de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2020.

Les membres du Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent régulièrement PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. ainsi que la direction pour discuter des contrôles internes dans le processus d'information financière et des questions relatives à l'audit et à l'information financière, et formulent des recommandations appropriées au conseil d'administration. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. peut communiquer librement et en tout temps avec le Comité d'audit et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que le rapport de gestion et les a approuvés.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,



**George D. Schindler**

Le 10 novembre 2020



**François Boulanger**

# Rapports de la direction et des auditeurs

## RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction ainsi que du vice-président exécutif et chef de la direction financière, de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux IFRS, telles qu'elles ont été publiées par l'IASB, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même lorsque le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

La direction, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction ainsi que du vice-président exécutif et chef de la direction financière, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* (COSO). Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2020, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2020 a été audité par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., un cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, comme il est énoncé dans leur rapport figurant dans les présentes.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,



George D. Schindler

Le 10 novembre 2020



François Boulanger

# Rapports de la direction et des auditeurs

## RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT

Au conseil d'administration et aux actionnaires de CGI inc.

### *Opinions sur les états financiers et le contrôle interne à l'égard de l'information financière*

Nous avons effectué l'audit des bilans consolidés ci-joints de CGI inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 30 septembre 2020 et 2019, et des états consolidés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2020 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board. De plus, à notre avis, la Société maintenait, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2020, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le COSO.

### *Modification de convention comptable*

Comme il est mentionné à la note 3 des états financiers consolidés, la Société a modifié la façon dont elle comptabilise les contrats de location au 1<sup>er</sup> octobre 2019.

### *Fondement des opinions*

La direction de la Société est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui est présentée dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer des opinions sur les états financiers consolidés de la Société et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (« PCAOB ») et sommes tenus d'être indépendants de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits selon les normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et à évaluer si un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière a été maintenu dans tous ses aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés ont compris la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et la mise en œuvre de procédures en réponse à ces risques. Ces procédures ont compris le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également compris l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a compris l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, ainsi que des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière, en fonction de l'évaluation du risque. Nos audits ont également compris la mise en œuvre des autres procédures jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à nos opinions.

# Rapports de la direction et des auditeurs

## RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT (suite)

### ***Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière***

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend les principes et procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entité; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont inscrites comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

### ***Questions critiques de l'audit***

La question critique de l'audit communiquée ci-après est la question soulevée au cours de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée qui a été ou qui devait être communiquée au Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration et qui i) est liée à des comptes ou à des informations fournies qui sont significatifs par rapport aux états financiers consolidés; et ii) pour laquelle nous avons dû porter des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication de questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble et, en communiquant la question critique de l'audit ci-après, nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur la question critique de l'audit ou sur les comptes ou informations fournies auxquels elle se rapporte.

### ***Comptabilisation des revenus – Estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu dans le cadre des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils à prix fixe***

Comme il est présenté aux notes 3 et 29 des états financiers consolidés, la Société comptabilise les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils à prix fixe selon la méthode du pourcentage d'avancement au fil du temps. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils à prix fixe représentaient une part de l'ensemble des revenus tirés de l'intégration de systèmes et de services-conseils. Le choix de la méthode du pourcentage d'avancement des travaux exige que la direction exerce son jugement et repose sur la nature des services qui seront fournis. Comme l'indique la direction, la Société se fonde sur des estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures déjà engagés, pour estimer le pourcentage de revenus gagnés. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu. La direction a également indiqué que de nombreux facteurs peuvent avoir un effet sur les estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu, y compris, sans toutefois s'y limiter, les modifications apportées à l'étendue des contrats, les jalons qui ne sont pas atteints selon l'échéancier et les nouvelles complications dans l'exécution des travaux.

# Rapports de la direction et des auditeurs

## RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT (suite)

Pour déterminer que la mise en œuvre des procédures relatives à la *Comptabilisation des revenus - Estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu dans le cadre des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils à prix fixe* constituait une question critique de l'audit, nous nous sommes principalement appuyés sur les faits suivants : i) la direction exerce un jugement important dans l'établissement des estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu; et ii) nous avons dû exercer un jugement important et faire des efforts considérables pour mettre en œuvre des procédures permettant d'évaluer les estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu, y compris les jugements de la direction concernant la capacité de la Société à évaluer de façon adéquate les facteurs pouvant avoir un effet sur les hypothèses importantes posées à l'égard des estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour l'exécution des travaux.

Pour traiter cette question, nous avons mis en œuvre des procédures et évalué les éléments probants nécessaires à la formulation de notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté en des tests de l'efficacité des contrôles sur le processus de comptabilisation des revenus, y compris les contrôles sur l'établissement des estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu. Les procédures ont également consisté en l'évaluation et en l'exécution de tests, par sondages, du processus appliqué par la direction pour établir les estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu, ce qui a compris l'évaluation du caractère raisonnable des hypothèses importantes, dont le total des coûts de la main-d'œuvre ou le nombre total d'heures de travail prévu pour l'exécution des travaux utilisé par la direction i) en exécutant des tests du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail déjà engagés pour obtenir des éléments probants; ii) en comparant la somme du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail déjà engagés et du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour la finalisation des travaux avec les coûts ou le nombre d'heures initialement estimés; et iii) en évaluant le processus d'identification, en temps opportun, des facteurs pouvant avoir un effet sur le total des coûts de la main-d'œuvre ou le nombre total d'heures de travail prévu, y compris sans s'y limiter, les modifications apportées à l'étendue des contrats, les jalons qui ne sont pas atteints selon l'échéancier et les nouvelles complications dans l'exécution des travaux.

*/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

Montréal (Québec) Canada

Le 10 novembre 2020

Nous sommes les auditeurs de la Société depuis 2019.

---

1. FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A115888

# États consolidés du résultat

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2020	2019
		\$	\$
<b>Revenus</b>	29	<b>12 164 115</b>	12 111 236
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration	23	<b>10 302 068</b>	10 284 007
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	27c	<b>76 794</b>	77 417
Coûts de restructuration	25	<b>155 411</b>	—
Charges financières nettes	26	<b>114 474</b>	70 630
(Gain) perte de change		<b>(899)</b>	2 234
		<b>10 647 848</b>	10 434 288
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices		<b>1 516 267</b>	1 676 948
Charge d'impôt sur les bénéfices	16	<b>398 405</b>	413 741
<b>Bénéfice net</b>		<b>1 117 862</b>	1 263 207
<b>Bénéfice par action</b>			
Bénéfice de base par action	21	<b>4,27</b>	4,63
Bénéfice par action après dilution	21	<b>4,20</b>	4,55

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	2020	2019
	\$	\$
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 117 862</b>	1 263 207
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	406 445	(162 657)
Gains nets sur les swaps de devises ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	8 914	53 024
Gains (coûts) différés de couverture des swaps de devises	18 144	(4 091)
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie	(30 091)	50 943
Gains nets non réalisés sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 854	4 102
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
(Pertes nettes) gains nets de réévaluation sur les régimes à prestations définies	(37 250)	33 777
Autres éléments du résultat global	369 016	(24 902)
<b>Résultat global</b>	<b>1 486 878</b>	1 238 305

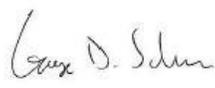
Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# Bilans consolidés

Aux 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2020	2019
		\$	\$
<b>Actif</b>			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28e et 32	1 707 985	213 831
Créances clients	4 et 32	1 219 302	1 357 090
Travaux en cours		1 075 252	1 096 031
Actifs financiers courants	32	18 500	39 931
Charges payées d'avance et autres actifs courants		160 406	172 182
Impôt sur les bénéfices		29 363	10 206
<b>Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients</b>		<b>4 210 808</b>	<b>2 889 271</b>
Fonds détenus pour des clients	5	725 178	368 112
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 935 986</b>	<b>3 257 383</b>
Immobilisations corporelles	6	372 946	397 661
Actifs au titre de droits d'utilisation	3 et 7	666 865	—
Coûts liés à des contrats	8	239 376	222 965
Immobilisations incorporelles	9	521 462	517 982
Autres actifs non courants	10	163 739	180 480
Actifs financiers non courants	11	156 569	176 899
Actifs d'impôt différé	16	113 484	100 539
Goodwill	12	8 379 931	7 767 837
		<b>15 550 358</b>	<b>12 621 746</b>
<b>Passif</b>			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		1 025 963	1 108 895
Rémunération à payer		672 775	642 897
Instruments financiers dérivés courants	32	8 328	4 902
Revenus différés		426 393	397 370
Impôt sur les bénéfices		136 928	176 243
Provisions	13	175 632	73 509
Tranche courante de la dette à long terme	14	310 764	113 511
Tranche courante des obligations locatives	3	178 720	—
<b>Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients</b>		<b>2 935 503</b>	<b>2 517 327</b>
Obligations liées aux fonds des clients		720 322	366 796
<b>Total des passifs courants</b>		<b>3 655 825</b>	<b>2 884 123</b>
Impôt sur les bénéfices à long terme		6 720	7 690
Provisions non courantes	13	23 888	24 946
Dette à long terme	14	3 276 331	2 217 696
Obligations locatives non courantes	3	697 650	—
Autres passifs non courants	15	185 374	213 392
Instruments financiers dérivés non courants	32	56 622	18 322
Passifs d'impôt différé	16	158 341	178 265
Obligations au titre des prestations de retraite	17	225 447	193 209
		<b>8 286 198</b>	<b>5 737 643</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Bénéfices non distribués		4 703 642	4 557 855
Cumul des autres éléments du résultat global	18	545 710	176 694
Capital-actions	19	1 761 873	1 903 977
Surplus d'apport		252 935	245 577
		<b>7 264 160</b>	<b>6 884 103</b>
		<b>15 550 358</b>	<b>12 621 746</b>

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.




Approuvé par le conseil d'administration

George D. Schindler  
Administrateur

Serge Godin  
Administrateur

# États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2019		4 557 855	176 694	1 903 977	245 577	6 884 103
Adoption d'IFRS 16	3	(93 873)	—	—	—	(93 873)
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2019		4 463 982	176 694	1 903 977	245 577	6 790 230
Bénéfice net		1 117 862	—	—	—	1 117 862
Autres éléments du résultat global		—	369 016	—	—	369 016
Résultat global		1 117 862	369 016	—	—	1 486 878
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	37 358	37 358
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	(8 653)	(8 653)
Exercice d'options sur actions	19	—	—	69 420	(12 269)	57 151
Exercice d'unités d'actions liées au rendement	19	—	—	9 078	(9 078)	—
Rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	19	(878 202)	—	(165 315)	—	(1 043 517)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	19	—	—	(55 287)	—	(55 287)
<b>Solde au 30 septembre 2020</b>		<b>4 703 642</b>	<b>545 710</b>	<b>1 761 873</b>	<b>252 935</b>	<b>7 264 160</b>

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2018		4 251 424	201 596	2 018 592	213 195	6 684 807
Bénéfice net		1 263 207	—	—	—	1 263 207
Autres éléments du résultat global		—	(24 902)	—	—	(24 902)
Résultat global		1 263 207	(24 902)	—	—	1 238 305
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	39 440	39 440
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	14 663	14 663
Exercice d'options sur actions	19	—	—	77 773	(14 070)	63 703
Exercice d'unités d'actions liées au rendement	19	—	—	7 651	(7 651)	—
Rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	19	(956 776)	—	(169 299)	—	(1 126 075)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	19	—	—	(30 740)	—	(30 740)
Solde au 30 septembre 2019		4 557 855	176 694	1 903 977	245 577	6 884 103

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2020	2019
		\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>			
Bénéfice net		1 117 862	1 263 207
Ajustements pour :			
Amortissement et dépréciation	24	565 692	392 301
Charge (recouvrement) d'impôt différé	16	6 170	(8 297)
(Gain) perte de change		(7 956)	3 519
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		37 358	39 440
Perte sur la vente d'une entreprise		1 266	—
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	28a	218 164	(56 251)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>		<b>1 938 556</b>	<b>1 633 919</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Variation nette des placements courants		8 414	(9 889)
Acquisitions d'entreprises (compte tenu du découvert bancaire pris en charge et de la trésorerie acquise)		(269 585)	(480 366)
Investissement dans Acando AB		—	(140 248)
Produit tiré de la vente d'une entreprise		2 647	600
Acquisition d'immobilisations corporelles		(128 478)	(162 061)
Ajouts de coûts liés à des contrats		(72 845)	(60 191)
Ajouts d'immobilisations incorporelles		(114 112)	(105 976)
Acquisition de placements non courants		(10 594)	(523)
Produit tiré de la vente de placements non courants		12 100	7 845
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>		<b>(572 453)</b>	<b>(950 809)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie	14 et 28c	(334 370)	139 575
Augmentation de la dette à long terme	28c	1 807 167	686 810
Remboursement de la dette à long terme	28c	(106 496)	(355 406)
Paiement au titre des obligations locatives	28c	(175 320)	—
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises	28c	(28 281)	(2 141)
Paiement au titre des actions restantes d'Acando	27b	(23 123)	—
Règlement d'instruments financiers dérivés	28c et 32	(3 903)	(554)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	19	(55 287)	(30 740)
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	19	(1 043 517)	(1 130 255)
Émission d'actions subalternes classe A avec droit de vote		57 302	63 602
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement</b>		<b>94 172</b>	<b>(629 109)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		33 879	(24 261)
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>1 494 154</b>	<b>29 740</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>		<b>213 831</b>	<b>184 091</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>		<b>1 707 985</b>	<b>213 831</b>

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 28).

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 1. Description des activités

CGI inc. (la Société), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, fournit des services en technologie de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires en mode délégué, des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, ainsi que la vente de solutions d'affaires afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui a été remplacée par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions subalternes classe A avec droit de vote sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

## 2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 10 novembre 2020.

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. La Société contrôle une entité quand elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date d'acquisition et elles le demeurent jusqu'à la date de perte de contrôle sur les filiales.

### BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui a trait à certains actifs et passifs financiers, qui ont été évalués à la juste valeur comme il est décrit ci-après.

### UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements et fasse des estimations qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres, sur les informations fournies à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période de présentation de l'information financière. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation de jugements et d'estimations, les résultats réels pourraient différer.

Les jugements et estimations importants concernant l'avenir et d'autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière pourraient présenter un risque important d'ajustements significatifs de la valeur comptable des éléments suivants au cours du prochain exercice : la comptabilisation des revenus, les actifs d'impôt différé, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus, la dépréciation du goodwill, les actifs au titre de droits d'utilisation, les regroupements d'entreprises, les provisions pour les traitements fiscaux incertains, et les litiges et réclamations.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS (SUITE)

Les jugements posés par la direction, à l'exclusion de ceux qui impliquent des estimations, qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

#### Comptabilisation des revenus tirés des accords comprenant des livrables multiples

Afin d'évaluer si les livrables aux termes d'un accord sont des obligations de prestation séparées, la direction doit exercer son jugement. Un livrable est considéré comme une obligation de prestation séparée si le client peut en tirer profit pris isolément ou en le combinant avec d'autres ressources aisément disponibles et s'il peut être identifié séparément des autres livrables prévus par le contrat. Pour établir si les livrables sont séparément identifiables dans le contexte du contrat, la Société détermine s'ils sont étroitement liés aux autres livrables prévus par le contrat. Si ces critères ne sont pas remplis, les livrables sont comptabilisés comme une obligation de prestation combinée.

#### Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables contre lesquels les pertes pourront être imputées. La direction doit exercer son jugement en ce qui concerne la présence d'incertitudes relativement au calendrier des bénéfices imposables futurs requis pour comptabiliser un actif d'impôt différé. La Société comptabilise un avantage d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'avantage d'impôt se matérialisera à l'avenir. En établissant ce jugement, la Société tient compte des prévisions et des stratégies de planification fiscale futures disponibles.

Une description des estimations figure dans les rubriques respectives des notes des états financiers consolidés.

#### Pandémie de COVID-19

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a évalué l'incidence des incertitudes entourant l'éclosion de la nouvelle souche du coronavirus, plus spécifiquement la pandémie de COVID-19, sur les montants présentés dans son bilan. Cette révision a requis l'utilisation de jugements et d'estimations, et il n'y a eu aucune incidence significative, exception faite des coûts de restructuration, veuillez vous reporter à la note 25.

L'incidence future des incertitudes découlant de la COVID-19 pourrait entraîner un risque important, au cours des périodes à venir, que des ajustements significatifs soient apportés aux éléments suivants : la comptabilisation des revenus, les actifs d'impôt différé, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus, la dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations incorporelles et du goodwill, et les litiges et réclamations.

### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS

La Société génère des revenus au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué, des services d'intégration de systèmes et des services-conseils ainsi que la vente de solutions d'affaire, tel qu'il est indiqué à la note 1, Description des activités.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. La Société comptabilise un contrat ou un groupe de contrats lorsque les critères suivants sont remplis : les parties au contrat ont approuvé le contrat qui définit leurs droits, leurs obligations et les modalités de paiement; le contrat a une substance commerciale et le recouvrement de la contrepartie est probable.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

Une modification de contrat est un changement qui touche l'étendue ou le prix d'un contrat générateur de revenus existant. La Société comptabilise une modification de contrat comme un contrat distinct lorsqu'il y a un élargissement de l'étendue du contrat du fait de l'ajout d'obligations de prestation promises et lorsque le prix du contrat augmente d'un montant de contrepartie qui reflète leur prix de vente spécifique. Si une modification de contrat n'est pas comptabilisée comme un contrat distinct, la Société comptabilise un ajustement cumulatif des produits des activités ordinaires relatifs au contrat existant à la date de la modification du contrat ou, si les biens ou les services restants sont distincts, la Société comptabilise la contrepartie restante de façon prospective.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque la Société a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation en fournissant au client un bien ou un service promis et sont mesurés au montant de la contrepartie que la Société s'attend à recevoir, y compris la contrepartie variable, par exemple les remises, les rabais pour quantités, les pénalités liées au niveau de service et les incitatifs. La contrepartie variable est estimée d'après la méthode de la valeur attendue ou celle du montant le plus probable, et prise en compte dans la seule mesure où il est hautement probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important du montant cumulatif des produits des activités ordinaires comptabilisé. Pour poser ce jugement, la direction prendra surtout en considération l'ensemble des informations dont elle dispose alors (informations historiques, actuelles et prévisions), la connaissance qu'a la Société du client ou du secteur d'activité, le type de services à fournir et les modalités contractuelles propres à chaque accord.

Les revenus tirés de la vente de biens de tiers fournisseurs, comme les licences d'utilisation de logiciels, le matériel informatique ou les services, sont comptabilisés sur la base du montant brut si la Société agit pour son propre compte dans le cadre de la transaction et sont comptabilisés sur la base du montant net si la Société agit à titre d'agent entre le client et le tiers fournisseur. Pour déterminer si la Société agit pour son propre compte ou à titre d'agent, elle évalue si elle obtient le contrôle des biens ou des services avant que ceux-ci ne soient fournis au client. Les facteurs généralement considérés comprennent ceux qui suivent: si la Société est la principale responsable de la fourniture des biens ou de la prestation des services, si elle ajoute une valeur significative au bien ou au service du fournisseur et si elle dispose d'une latitude pour fixer le prix.

#### Prix de vente spécifique relatif

Les accords de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services et biens, qui sont décrits ci-après. Lorsqu'un accord vise des obligations de prestation multiples, la valeur totale de l'accord est répartie entre chaque obligation de prestation en fonction de son prix de vente spécifique relatif. Lorsqu'elle fait l'estimation du prix de vente spécifique de chaque obligation de prestation, la Société privilégie l'utilisation de prix observables qui sont établis au moyen des prix obtenus par la Société pour les mêmes éléments ou pour des livrables semblables. Si les prix observables ne peuvent être obtenus, le prix de vente spécifique correspond à la meilleure estimation de ce prix par la Société. La meilleure estimation du prix de vente spécifique est le prix auquel la Société s'attend normalement à fournir des services ou des biens et tient compte d'un certain nombre de facteurs internes et externes y compris, sans s'y limiter, les régions géographiques, les politiques de prix de la Société, les coûts internes et les marges. De plus, dans certaines circonstances, la Société peut avoir recours à la méthode résiduelle pour estimer le prix de vente spécifique des licences d'utilisation de logiciels dont elle n'a pas encore établi le prix ou qui n'ont jamais été vendus séparément auparavant.

La méthode de comptabilisation des revenus appropriée est appliquée à chaque obligation de prestation, comme il est mentionné ci-après.

#### Services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué

Les revenus tirés des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué sont en général comptabilisés au prix contractuel facturé à mesure que les services sont fournis, lequel correspond à la valeur apportée au client, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer la performance ou la prestation de services.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

#### Intégration de systèmes et services-conseils

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis, tandis que ceux qui sont fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés. Le prix contractuel facturé au titre de ces accords correspond à la valeur apportée au client, et les revenus sont donc en général comptabilisés lorsque les montants deviennent facturables.

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au fil du temps, puisque la Société ne peut utiliser autrement l'actif créé et a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée. La Société utilise principalement les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures déjà engagés, pour évaluer le pourcentage des revenus gagnés. Les facteurs considérés aux fins des estimations sont notamment les modifications apportées à l'étendue des contrats, les jalons qui ne sont pas atteints selon l'échéancier, des complications imprévues dans l'exécution des travaux, la disponibilité et le maintien en poste de professionnels de TI qualifiés et/ou la capacité des sous-traitants à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu.

#### Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des accords visant la vente de licences d'utilisation de logiciels comprennent d'autres services, comme l'implantation, la personnalisation et l'entretien. Dans le cas de ces accords, les revenus tirés de licences d'utilisation de logiciels, lorsque celles-ci sont identifiées comme une obligation de prestation, sont comptabilisés à un moment précis lors de la livraison. Dans le cas contraire, lorsque le logiciel se trouve considérablement personnalisé, intégré ou modifié, il est combiné aux services d'implantation et de personnalisation et est comptabilisé comme il est indiqué à la rubrique Intégration de systèmes et services-conseils ci-dessus. Les revenus tirés des services d'entretien des licences vendues sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée de la période d'entretien.

#### Travaux en cours et revenus différés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la prestation des services ou la livraison des biens sont classés dans les revenus différés. Les travaux en cours et les revenus différés sont présentés sur la base du montant net par contrat. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les revenus constatés à partir des revenus différés courants n'étaient pas significativement différents de ceux présentés au 30 septembre 2019.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements courants dont l'échéance est d'au plus trois mois à la date d'achat.

#### PLACEMENTS COURANTS

Les placements courants, généralement des dépôts à terme, ont une durée jusqu'à l'échéance de plus de trois mois mais de moins d'un an à la date d'acquisition.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux porteurs des demandes de règlement; produit les déclarations fiscales; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. Les fonds détenus pour des clients comprennent des obligations non courantes et de la trésorerie. La Société présente séparément les fonds détenus pour des clients des obligations relatives à ces fonds. Les fonds détenus pour des clients sont classés comme actifs courants puisque, selon les intentions de la direction, ils sont détenus seulement dans le but de respecter les obligations liées aux fonds des clients, lesquels seront remboursés dans un délai d'un an à partir de la date du bilan consolidé. Les fluctuations du marché ont une incidence sur la juste valeur des obligations non courantes. En raison de ces fluctuations, les fonds détenus pour des clients pourraient ne pas équivaloir aux obligations liées aux fonds des clients.

Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés lors de la cession des obligations non courantes sont comptabilisés dans les revenus de la période au cours de laquelle ils sont gagnés, puisque le recouvrement, la garde et le versement de ces fonds sont des facteurs décisifs dans la prestation de ces services.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon la méthode linéaire.

Immeubles		10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée d'utilité ou durée du contrat de location, selon la moindre des deux	
Mobilier, agencements et matériel		3 à 20 ans
Matériel informatique		3 à 5 ans

### CONTRATS DE LOCATION

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 selon IFRS 16, *Contrats de location*

Lorsque la Société conclut des ententes contractuelles avec des fournisseurs ou d'autres parties, une évaluation est effectuée afin de déterminer si le contrat contient un contrat de location. La Société a identifié des contrats de location sous les catégories suivantes : propriétés, véhicules motorisés et autres ainsi que matériel informatique.

La Société identifie un contrat de location lorsqu'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie déterminée. Au moment de la conclusion du contrat, un actif au titre du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative correspondante sont présentés au bilan consolidé et évalués à la valeur actualisée, à l'exception des contrats de location à court terme (durée prévue de 12 mois ou moins) et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, pour lesquels les paiements sont passés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au montant des obligations locatives initiales, ajusté du montant des paiements de loyers versés avant la date de début, des coûts indirects et des incitatifs en trésorerie reçus. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée prévue du contrat de location de l'actif sous-jacent.

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements non résiliables de la durée prévue des contrats, lesquels comprennent essentiellement les paiements de loyer fixes excluant les frais d'entretien, les paiements variables qui sont fondés sur un indice ou un taux, les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle et les options de prolongation ou de résiliation s'il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### CONTRATS DE LOCATION (SUITE)

La Société estime la durée du contrat de location pour calculer la valeur de l'obligation locative à la date d'entrée en vigueur du contrat de location. La direction exerce son jugement pour déterminer la durée appropriée en fonction des modalités de chaque contrat de location. Pour déterminer la durée d'un contrat de location, la Société prend en considération tous les facteurs qui créent des avantages économiques à exercer une option de prolongation ou de résiliation. Les options de prolongation ou de résiliation sont incluses dans la durée du contrat de location seulement s'il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées. La direction prend en considération tous les faits qui créent des incitatifs à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation, y compris les améliorations locatives, un changement significatif à l'actif sous-jacent ou une décision d'affaires.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée est le taux d'emprunt marginal, sauf s'il est possible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite du contrat de location. La Société estime le taux d'emprunt marginal relatif à chaque contrat de location ou portefeuille d'actifs loués, car il n'est pas possible de déterminer facilement la plupart des taux d'intérêt implicites des contrats de location. Pour calculer le taux d'emprunt marginal, la Société prend en considération sa solvabilité, la durée de l'accord, toute garantie reçue et le contexte économique. Les taux d'emprunt marginaux peuvent surtout varier en raison des changements dans le contexte économique.

Les obligations locatives sont ajustées ultérieurement pour tenir compte des intérêts sur les obligations locatives et des paiements de loyers effectués. Les obligations locatives sont réévaluées (ainsi que l'ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation) lorsqu'une des situations suivantes se produit : une modification dans la durée du contrat de location; un changement dans l'évaluation d'une option d'achat; une modification dans les garanties de valeur résiduelle ou dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements.

### COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des coûts de transition engagés dans le cadre de la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué à long terme et des incitatifs.

#### Coûts de transition

Les coûts de transition comprennent principalement les coûts liés à l'installation des systèmes et des processus ainsi qu'à la conversion des applications du client sur les plateformes de la Société engagés après l'obtention des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué. Les coûts de transition se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages connexes du personnel, de même que les frais de sous-traitance.

#### Incitatifs

Des incitatifs sont occasionnellement accordés aux clients lors de la signature de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué. Ces incitatifs sont accordés sous la forme de paiements en trésorerie.

#### Amortissement des coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont amortis selon la méthode linéaire au cours de la période où les services sont fournis. L'amortissement des coûts de transition est inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, et l'amortissement des incitatifs est comptabilisé en réduction des revenus.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### COÛTS LIÉS À DES CONTRATS (SUITE)

#### Perte de valeur des coûts liés à des contrats

Lorsqu'il est prévu qu'un contrat ne sera pas rentable, la perte estimative est appliquée initialement en réduction des coûts liés au contrat capitalisés. L'excédent de la perte prévue sur les coûts liés au contrat capitalisés est comptabilisé à titre de contrat générateur de revenus déficitaire dans les provisions. Si le contrat redevient rentable à une date ultérieure, la perte de valeur préalablement comptabilisée doit être reprise. Tout d'abord, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus doivent être reprises, et s'il reste encore une rentabilité prévue supplémentaire, alors toute perte de valeur préalablement appliquée aux coûts liés au contrat capitalisés doit être reprise. La reprise de la perte de valeur est limitée afin que la valeur comptable des coûts liés à un contrat ne soit supérieure ni à leur valeur recouvrable ni à leur valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée à leur égard au cours d'exercices antérieurs.

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se composent principalement de logiciels pour utilisation interne, de solutions d'affaires, de licences d'utilisation de logiciels et de relations clients. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les logiciels pour utilisation interne développés en interne sont capitalisés s'ils répondent aux critères spécifiques de capitalisation relatifs à la faisabilité technique et financière et si la Société démontre sa capacité et son intention de les utiliser. Les solutions d'affaires développées en interne et offertes sur le marché sont capitalisées si elles répondent aux critères spécifiques de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients acquis lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisés initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, ce qui implique des estimations, telles que la prévision des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation.

#### Amortissement des immobilisations incorporelles

La Société amortit les immobilisations incorporelles selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée.

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients	2 à 10 ans

### DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL

#### Échéancier des tests de dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations incorporelles et du goodwill est revue pour dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La Société évalue, à chaque date de clôture, si de tels événements ou changements de circonstances se sont produits. Les valeurs comptables des immobilisations incorporelles qui ne sont pas prêtes à être utilisées font l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 septembre. Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de chaque exercice.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL (SUITE)

#### Tests de dépréciation

S'il existe un indice de dépréciation ou si un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient pour déterminer le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une UGT diminuée des coûts de la cession et sa valeur d'utilité pour la Société. La Société a principalement recours à la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la cession, les transactions récentes sur le marché sont prises en compte lorsque disponibles. S'il est estimé que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable doit être réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans les états consolidés du résultat.

Le goodwill acquis à la suite d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier de la main-d'œuvre acquise et des synergies du regroupement d'entreprises en question. Le groupe d'UGT qui devrait bénéficier de la main-d'œuvre acquise et des synergies correspond aux secteurs opérationnels de la Société. Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, le groupe d'UGT qui représente, au sein de la Société, le niveau le plus bas auquel le goodwill doit faire l'objet d'un suivi par la direction est le niveau du secteur opérationnel.

La valeur recouvrable de chaque secteur opérationnel a été établie conformément au calcul de la valeur d'utilité qui comprend des estimations de sa performance financière future fondée sur les flux de trésorerie approuvés par la direction couvrant une période de cinq ans. Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité sont le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme des flux de trésorerie d'exploitation nets. Pour formuler ces hypothèses, la direction a pris en compte la conjoncture économique et son incidence sur les taux de croissance et d'actualisation prévus. Les projections de flux de trésorerie reflètent les attentes de la direction quant au rendement du secteur opérationnel et les perspectives de croissance du marché du secteur opérationnel. Le taux d'actualisation affecté à un secteur opérationnel est le coût moyen pondéré du capital (CMPC). La direction tient compte de facteurs comme la prime de risque pays, le taux sans risque, la prime relative à la taille et le coût de la dette pour calculer le CMPC. Les pertes de valeur comptabilisées se rapportant au goodwill ne peuvent pas être reprises à des périodes ultérieures.

Pour les actifs autres que le goodwill ayant subi une perte de valeur, une évaluation est effectuée, à chaque date de clôture, s'il existe un indice que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. S'il existe un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement s'il y a eu un changement dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La reprise est limitée de façon à ce que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable, ni la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours d'exercices antérieurs. Le montant de la reprise est comptabilisé dans les états consolidés du résultat.

#### ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les placements non courants, lesquels sont présentés dans les actifs financiers non courants, sont composés d'obligations qui sont présentées comme étant non courantes selon les intentions de la direction.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur. Les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés ou lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite actuelle. La Société comptabilise le goodwill comme étant l'excédent du coût d'acquisition sur les actifs corporels et incorporels identifiables acquis net des passifs pris en charge à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le goodwill comptabilisé comprend la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société qui découlent principalement de la réduction des coûts et de nouvelles occasions d'affaires. Pour déterminer la juste valeur à la date d'acquisition des actifs corporels et incorporels identifiables acquis et des passifs pris en charge, la direction pose des hypothèses fondées sur des estimations telles que la prévision des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de la durée d'utilité des actifs acquis. Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans la répartition du prix d'achat et donc, résultent en des ajustements correspondants du goodwill si elles constituent des ajustements au cours de la période d'évaluation. La période d'évaluation, qui ne doit pas dépasser 12 mois, correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle toute l'information importante nécessaire à l'établissement des justes valeurs est disponible. Toute autre variation ultérieure des estimations et des jugements est comptabilisée dans les états consolidés du résultat.

### BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice par action après dilution est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement (UAR).

### FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels liés aux logiciels pour utilisation interne et aux solutions d'affaires, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation spécifiques relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière, comme il a été mentionné ci-dessus à la rubrique Immobilisations incorporelles.

### CRÉDITS D'IMPÔT

Pour la comptabilisation des crédits d'impôt pour la recherche et le développement (R et D) et d'autres crédits d'impôt, la Société utilise l'approche par le résultat, selon laquelle les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés dans la mesure où il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera à l'ensemble des conditions rattachées à la subvention. Selon cette méthode, les crédits d'impôt liés aux charges d'exploitation sont comptabilisés en diminution des charges connexes dans la période au cours de laquelle ces charges sont engagées. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs connexes. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la direction des montants qu'elle s'attend à recevoir et font l'objet d'une vérification par les administrations fiscales.

### IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices est comptabilisé d'après la méthode axée sur le bilan.

L'impôt sur les bénéfices exigible est comptabilisé relativement aux montants prévus à payer ou à recouvrer selon les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date des bilans.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont établis en fonction des différences temporelles déductibles ou imposables entre la valeur comptable dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui entreront en vigueur pendant l'exercice au cours duquel la Société s'attend à recouvrer ou à régler les différences. Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'état du résultat, dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres selon le classement de l'élément auquel ils se rattachent.

Les actifs d'impôt différé provenant des pertes fiscales non utilisées et des différences temporelles déductibles sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables contre lesquels les pertes peuvent être imputées. Une fois cette évaluation réalisée, la Société tient compte de l'analyse des prévisions et des stratégies de planification fiscale futures. Les estimations de bénéfices imposables sont fondées sur les prévisions par administration fiscale sur une base non actualisée. De plus, la direction tient compte de facteurs comme les taux d'imposition quasi adoptés, l'historique des bénéfices imposables et la disponibilité des stratégies fiscales.

La Société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses administrations fiscales. Le jugement est requis pour déterminer la provision d'impôt à l'échelle mondiale, car la détermination des passifs et des actifs d'impôt implique des incertitudes quant à l'interprétation de réglementations fiscales complexes et nécessite des estimations et des hypothèses tenant compte des faits et circonstances existants. La Société établit une provision pour les passifs d'impôts éventuels en fonction du montant le plus probable des résultats possibles. Les estimations sont revues à chaque période de présentation de l'information financière et mises à jour, sur la base des nouvelles informations disponibles, et pourraient entraîner des modifications des passifs d'impôt et des passifs d'impôt différé au cours de la période au cours de laquelle ces déterminations sont faites.

### PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions de la Société constituent des passifs correspondant aux provisions pour litiges et réclamations survenant dans le cours normal des activités, aux passifs relatifs au démantèlement liés à des immeubles de bureaux visés par des contrats de location, aux contrats avec les fournisseurs déficitaires et aux contrats générateurs de revenus déficitaires. La Société comptabilise aussi des provisions pour restructuration visant les coûts de cessation d'emploi liés à des efforts spécifiques et à l'intégration des entreprises qu'elle a acquises.

Le montant comptabilisé à titre de provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont actualisées au moyen d'un taux courant avant impôt lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif. L'augmentation des provisions pour refléter le passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières.

Les provisions pour litiges et réclamations sont calculées selon les précédents historiques, les tendances courantes et d'autres hypothèses qui semblent raisonnables dans les circonstances. Les estimations portent sur la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits et sur le degré de probabilité d'une issue défavorable.

Les passifs relatifs au démantèlement ont trait à des immeubles visés par des contrats de location qui contiennent des clauses exigeant la remise des lieux à leur état initial à l'échéance du contrat. La provision est établie en utilisant la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures estimatives.

Des provisions pour contrats avec les fournisseurs déficitaires sont comptabilisées lorsque les flux de trésorerie nets inévitables associés à l'exécution du contrat sont négatifs. La provision représente le moins élevé des coûts d'exécution du contrat et des pénalités associées à sa résiliation.

Des provisions pour contrats générateurs de revenus déficitaires sont comptabilisées lorsque les coûts inévitables associés à l'exécution du contrat sont supérieurs au total des revenus estimatifs du contrat. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des accords et les estimations sous-jacentes.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### PROVISIONS (SUITE)

Des provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsqu'un plan officiel détaillé mentionne l'activité ou une partie de l'activité concernée, l'emplacement et le nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes, des calendriers appropriés, et qu'il a été communiqué aux personnes concernées.

### CONVERSION DES DEVICES

Les états financiers consolidés de la Société sont libellés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la société mère. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

#### Soldes et transactions en devises

Les revenus, les charges, et les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des bilans. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

#### Établissements à l'étranger

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société, les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des bilans. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de la Société, les actifs et passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des bilans, et les actifs et passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les revenus et charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains et pertes de change de ces établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

### PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

#### Régimes d'options réglées en instruments de capitaux propres

La Société maintient des régimes d'options sur actions et d'UAR réglées en instruments de capitaux propres qui sont versées à titre de rémunération à des employés, dirigeants et administrateurs fournissant des services à la Société.

La juste valeur de ces paiements fondés sur des actions est déterminée à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes pour les options sur actions, et le cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société à la Bourse de Toronto pour les UAR. Le nombre d'options sur actions et d'UAR dont il est prévu que les droits seront acquis est estimé à la date d'attribution, puis révisé à chaque date de clôture. Pour établir une estimation de la juste valeur des options sur actions, il faut formuler des hypothèses sur les données les plus appropriées au modèle d'évaluation, notamment la durée de vie prévue des options et la volatilité prévue du cours des actions. La juste valeur des paiements fondés sur des actions, ajustée pour tenir compte des attentes relativement aux conditions liées au rendement et aux taux d'extinction, est comptabilisée en résultat comme une charge au titre des paiements fondés sur des actions sur la période d'acquisition des droits et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport, sur la base de l'acquisition graduelle des droits si les droits sont acquis annuellement ou de façon linéaire si les droits sont acquis à la fin de la période d'acquisition des droits.

Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur des options sur actions comptabilisée dans le surplus d'apport est soustraite et portée au crédit du capital-actions. Lorsque les UAR sont exercées, leur juste valeur comptabilisée dans le surplus d'apport est soustraite et portée au crédit du capital-actions.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (SUITE)

#### Régime d'achat d'actions

La Société administre un régime d'achat d'actions pour les employés admissibles. Selon ce régime, la Société verse des cotisations correspondant à celles effectuées par les employés jusqu'à un pourcentage maximal du salaire de l'employé. Les cotisations versées par la Société sont comptabilisées au titre des salaires et autres coûts des membres dans les coûts des services et frais de vente et d'administration.

#### Unités d'actions différées réglées en trésorerie

La Société administre un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour rémunérer les membres externes du conseil d'administration. Une charge égale au cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société à la Bourse de Toronto à la date d'attribution de chaque UAD est comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et un passif correspondant est comptabilisé à titre de rémunération à payer. Après la date d'attribution, le passif au titre des UAD est réévalué pour tenir compte des variations ultérieures de la juste valeur des actions de la Société.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à leur juste valeur et ultérieurement classés au coût amorti, à la juste valeur par le biais du bénéfice net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les actifs financiers sont classés selon le modèle de gestion qu'utilise la Société pour ces instruments et les flux de trésorerie contractuels qu'ils génèrent. Les passifs financiers sont classés et évalués au coût amorti, sauf lorsqu'ils sont détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du bénéfice net.

La Société a effectué les classements suivants :

#### Désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et les gains et pertes qui en découlent sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

#### Coût amorti

Les créances clients, la trésorerie comprise dans les fonds détenus pour des clients et les montants à recevoir à long terme comptabilisés dans les actifs financiers non courants, les fournisseurs et autres créanciers, la rémunération à payer, la dette à long terme et les obligations liées aux fonds des clients sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers classés au coût amorti peuvent subir une dépréciation. Dans le cas des créances clients et des travaux en cours, la Société évalue les pertes de crédit attendues suivant la méthode simplifiée, selon laquelle une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie doit être inscrite lors de la comptabilisation initiale des actifs financiers.

#### Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et dans les placements non courants comptabilisés dans les actifs financiers non courants sont évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et peuvent subir une dépréciation. La Société se prévaut de l'exemption pour risque de crédit faible à leur égard.

Les gains et pertes non réalisés, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices applicable, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les revenus d'intérêts évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif et les gains et pertes réalisés sur la décomptabilisation sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs financiers autres que ceux classés dans les instruments désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

#### Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (suite)

Les actifs financiers sont décomptabilisés si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance, ou si l'actif est transféré et que ce transfert remplit les conditions de décomptabilisation, puisque la quasi-totalité des risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés.

#### Hiérarchie des justes valeurs

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées aux bilans sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt et aux taux de change.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date à laquelle les contrats dérivés sont conclus et sont ultérieurement réévalués à la juste valeur à la date de clôture de présentation de l'information financière. Le gain ou la perte qui en découle est comptabilisé dans les états consolidés du résultat, à moins que le dérivé ne soit désigné comme instrument de couverture et qu'il ne soit jugé efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation dans les états consolidés du résultat repose sur la nature de la relation de couverture. Les flux de trésorerie liés aux instruments de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à l'élément couvert.

À la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et documente officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie de la gestion des risques qui sous-tendent la couverture. La documentation porte sur l'identification de la nature du risque couvert, le lien économique entre l'élément couvert et les instruments de couverture qui ne doit pas être dominé par le risque de crédit, le ratio de couverture conforme à la stratégie de gestion des risques visée et la manière dont la Société appréciera régulièrement l'efficacité de la relation de couverture.

La direction évalue l'efficacité de la couverture lors de la création de l'instrument de couverture et chaque trimestre par la suite, en général selon un ratio de couverture géré de 1:1. L'efficacité de la couverture évaluée de façon prospective correspond à la mesure dans laquelle les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie du dérivé compensent les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument couvert sous-jacent ou le risque en cas de non-concordance importante entre les conditions de l'instrument de couverture et celles de l'instrument couvert. Un déséquilibre significatif est considéré comme traduisant l'inefficacité de la couverture et comptabilisé comme tel dans les états consolidés du résultat.

#### Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a recours aux swaps de devises et aux dettes à long terme libellées en devises pour couvrir des parties de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis et en Europe. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat global. Les gains ou les pertes liés à la partie inefficace sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat. Lorsque l'investissement net faisant l'objet de la couverture est cédé, le montant qui s'y rattache dans les autres éléments du résultat global est alors transféré dans le bénéfice net, au titre des gains ou des pertes découlant de la cession.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE (SUITE)

#### Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs et à la dette à long terme

La plupart des revenus et des coûts de la Société sont libellés en devises autres que le dollar canadien. Le risque que les variations des taux de change aient une incidence sur les résultats est atténué en grande partie par l'appariement des coûts de la Société et des revenus libellés dans la même devise. Dans certains cas où il existe un déséquilibre important dans une monnaie en particulier, la Société conclut des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des taux de change.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises pour couvrir soit le risque lié aux flux de trésorerie soit le risque de change de la dette à long terme.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à titre d'autres éléments du résultat global et la partie inefficace, le cas échéant, dans les états consolidés du résultat. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est reclassée des autres éléments du résultat global aux états consolidés du résultat au moment où l'élément couvert est comptabilisé dans les états consolidés du résultat.

#### Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque lié à la juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine à taux fixe. En vertu du swap de taux d'intérêt, la Société obtient un taux d'intérêt fixe, mais rembourse un taux d'intérêt variable sur le montant nominal.

Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisées à titre de charges financières dans les états consolidés du résultat. Les variations de la juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert sont comptabilisées à titre d'ajustement de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis en devise américaine, et sont aussi inscrites au titre des charges financières dans les états consolidés du résultat. Si les éléments couverts sont décomptabilisés, la juste valeur non amortie est comptabilisée immédiatement dans les états consolidés du résultat.

#### Coûts de couverture

La Société a choisi de comptabiliser l'élément report/déport de contrats à terme ou de swaps de devises en tant que coûts de couverture. Lorsque c'est le cas, les coûts différés de couverture, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices applicable, sont comptabilisés en tant que composante séparée du cumul des autres éléments du résultat global et reclassés dans les états consolidés du résultat au moment où l'élément couvert est comptabilisé.

### AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société administre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et à cotisations définies.

Le coût des régimes à cotisations définies est passé en charges dans les états consolidés du résultat en fonction des cotisations payables par la Société au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux régimes à prestations définies, l'obligation au titre des prestations définies est calculée par des actuaires indépendants au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les obligations au titre des prestations de retraite dans les bilans consolidés représentent la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies réduite de la juste valeur des actifs au titre du régime. Les actifs au titre des prestations de retraite sont comptabilisés dans la mesure où la Société peut bénéficier de remboursements ou d'une réduction des cotisations futures. Les régimes de retraite qui sont capitalisés à même le paiement des primes d'assurance sont traités comme des régimes à cotisations définies, sauf si la Société a une obligation soit de verser directement les prestations lorsqu'elles deviennent exigibles, soit de verser d'autres montants si les actifs accumulés auprès de l'assureur ne couvrent pas tous les avantages futurs du personnel. Dans ces circonstances, le régime est traité comme un régime à prestations définies.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Les contrats d'assurance sont traités comme des actifs de régime d'un régime à prestations définies si les produits du contrat :

- ne peuvent servir qu'à financer les avantages du personnel;
- sont hors de portée des créanciers de la Société;
- ne peuvent pas être restitués à la Société, sauf si ces produits représentent un surplus d'actifs non nécessaires au respect de l'ensemble des obligations relatives aux avantages du personnel ou constituent un remboursement des avantages du personnel déjà payés par la Société.

Les contrats d'assurance qui ne respectent pas les critères susmentionnés sont traités comme des investissements non courants et sont inscrits à leur juste valeur comme des actifs financiers non courants dans les bilans consolidés.

Pour calculer le coût des régimes à prestations définies et leur valeur actualisée à l'aide d'évaluations actuarielles, il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les augmentations salariales futures et des prestations de retraite, les taux d'inflation et la mortalité. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de première qualité libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance se rapproche de celle de l'obligation de retraite concernée.

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé dans les coûts des services et frais de vente et d'administration des états consolidés du résultat. L'intérêt net calculé d'après le taux d'actualisation appliqué au passif ou à l'actif net au titre du montant net des prestations définies est comptabilisé comme une charge financière nette ou un revenu financier net. Si les avantages d'un régime sont modifiés ou si un régime fait l'objet d'une compression, la modification des avantages qui en résulte ayant trait à des services passés ou bien les gains ou les pertes liés à la compression sont comptabilisés immédiatement dans l'état consolidé du résultat. Les gains ou les pertes sur le règlement d'un régime à prestations définies sont comptabilisés au moment du règlement.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafonnement de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été adoptées par la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2019 :

#### **IFRS 16, Contrats de location**

##### **Adoption d'IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet, pour les deux parties au contrat de location. La norme remplace IAS 17, *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement par le preneur des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur. Le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation qui représente son contrôle et son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et une obligation locative qui représente son obligation d'effectuer des paiements futurs au titre de la location. La Société a adopté IFRS 16 conformément à la méthode rétrospective modifiée, sans retraitement des chiffres comparatifs. La Société a appliqué la nouvelle norme aux contrats qui étaient classés comme contrats de location aux termes d'IAS 17 à la date de la première application. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été constatés comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de commencement pour les contrats de location de biens immobiliers. Pour tous les autres contrats de location, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués à un montant égal à l'obligation locative ajusté du montant payé d'avance et des paiements de location à verser aux termes du contrat de location inscrits au bilan au 30 septembre 2019.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

#### IFRS 16, Contrats de location (suite)

#### Adoption d'IFRS 16, Contrats de location (suite)

La Société a appliqué les mesures de simplification suivantes permises à la date de transition : la définition d'un contrat de location, l'utilisation de connaissances acquises pour déterminer la durée d'un contrat de location, l'exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de transition, l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires et l'ajustement des actifs au titre du droit d'utilisation à l'égard de la provision pour les contrats de location déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation.

#### Incidence à la date d'adoption

Le tableau qui suit illustre l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur le bilan consolidé de la Société au 1<sup>er</sup> octobre 2019 :

	Bilan consolidé au 30 septembre 2019	Adoption d'IFRS 16	Bilan consolidé au 1 <sup>er</sup> octobre 2019
	\$	\$	\$
<b>Actif</b>			
Créances clients	1 357 090	3 319	1 360 409
Charges payées d'avance et autres actifs courants	172 182	(6 365)	165 817
Immobilisations corporelles	397 661	(21 863)	375 798
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	701 346	701 346
Autres actifs non courants	180 480	607	181 087
Actifs d'impôt différé	100 539	14 778	115 317
Autres actifs	10 413 794	—	10 413 794
	<b>12 621 746</b>	<b>691 822</b>	<b>13 313 568</b>
<b>Passif</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs	1 108 895	(8 037)	1 100 858
Tranche courante des provisions	73 509	(3 723)	69 786
Tranche courante de la dette à long terme	113 511	(14 086)	99 425
Tranche courante des obligations locatives	—	172 402	172 402
Provisions non courantes	24 946	(2 264)	22 682
Dette à long terme	2 217 696	(16 253)	2 201 443
Obligations locatives non courantes	—	739 123	739 123
Autres passifs non courants	213 392	(64 655)	148 737
Passifs d'impôt différé	178 265	(16 812)	161 453
Autres passifs	1 807 429	—	1 807 429
	<b>5 737 643</b>	<b>785 695</b>	<b>6 523 338</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Bénéfices non distribués	4 557 855	(93 873)	4 463 982
Autres éléments de capitaux propres	2 326 248	—	2 326 248
	<b>6 884 103</b>	<b>(93 873)</b>	<b>6 790 230</b>
	<b>12 621 746</b>	<b>691 822</b>	<b>13 313 568</b>

Par suite de l'adoption d'IFRS 16, tous les engagements découlant de contrats de location simple qui étaient présentés à la note 29 des états financiers consolidés au 30 septembre 2019 ont été comptabilisés en tant qu'obligations locatives et sont maintenant présentés au bilan. La Société a utilisé ses taux d'emprunt marginaux au 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour évaluer les obligations locatives. Au moment de la première application, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 3,69 %.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

#### IFRS 16, *Contrats de location* (suite)

##### *Incidence à la date d'adoption (suite)*

Le tableau qui suit présente un rapprochement des engagements découlant de contrats de location simple qui figurent dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2019 et des obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> octobre 2019 :

<b>Engagements découlant de contrats de location au 30 septembre 2019</b>	<b>847 502</b>
Actualisés à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	(96 638)
Obligations découlant de contrats de location-financement présentées au 30 septembre 2019	30 339
Options de résiliation dont l'exercice est raisonnablement assuré	(22 748)
Options de prolongation dont l'exercice est raisonnablement assuré	153 070
<b>Obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>911 525</b>
Tranche courante des obligations locatives	172 402
Obligations locatives non courantes	739 123
<b>Total des obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>911 525</b>

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, les incidences de l'application d'IFRS 16 ont donné lieu à une diminution des coûts immobiliers de 195 848 000 \$, une augmentation de l'amortissement de 157 974 000 \$ et une augmentation des charges financières de 31 957 000 \$. De plus, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 165 348 000 \$, et une diminution correspondante a été comptabilisée dans les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement.

Méthodes comptables pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 selon IAS 17, *Contrats de location*

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsque les modalités du contrat transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont initialement comptabilisés dans les immobilisations corporelles à un montant égal à la juste valeur des actifs loués ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à payer au titre de la location au commencement du contrat de location, puis sont amortis sur la durée d'utilité économique de l'actif ou, si elle est inférieure, sur la durée du contrat de location. La portion en capital des paiements futurs au titre de la location est comprise dans la dette à long terme aux bilans consolidés. L'intérêt est passé en charges dans les états consolidés du résultat de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde du passif.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont passés en charges dans les états consolidés du résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les incitatifs dans les contrats de location simple, visant généralement les locaux, sont comptabilisés en diminution de la charge locative sur la durée du contrat de location.

La Société comptabilise les provisions pour les contrats de location déficitaires, lesquelles se composent des coûts estimatifs liés aux locaux inoccupés. Les provisions reflètent la valeur actualisée des paiements de loyer qui excèdent les revenus de sous-location prévus sur la durée restante du contrat de location.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### ADOPTION DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

#### Réforme des taux d'intérêt de référence (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7)

En septembre 2019, l'IASB a modifié certaines de ses exigences afin de tenir compte de l'incertitude découlant du retrait graduel prévu des taux d'intérêt de référence comme les taux interbancaires offerts (TIO). Les modifications prévoient une dispense temporaire de l'application des exigences spécifiques en matière de comptabilité de couverture touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence. Les modifications ont des répercussions sur IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, mais l'adoption anticipée est permise. La Société a choisi d'adopter de façon anticipée les modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 - *Réforme des taux d'intérêt de référence*, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et a appliqué de façon rétrospective la réforme aux relations de couverture en vigueur à la date d'application et au montant cumulé dans la réserve de couverture de flux de trésorerie à cette date.

La Société a contracté un emprunt échéant en décembre 2023 d'un montant en capital de 500 000 000 \$ US qui porte intérêt à un taux fondé sur le taux LIBOR dollar américain à 1 mois. La valeur comptable de l'emprunt s'élève à 666 250 000 \$ au 30 septembre 2020. La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt d'un montant nominal totalisant 500 000 000 \$ US et arrivant à échéance à la même date que l'emprunt (les instruments de couverture), selon lesquels elle obtient des intérêts en fonction du même taux LIBOR dollar américain à 1 mois. Les swaps de taux d'intérêt ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie pour l'emprunt.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a conclu une facilité d'emprunt à terme non garantie de deux ans (la facilité d'emprunt à terme de 2020) pour un montant en capital à 1 250 000 000 \$ US, veuillez vous reporter à la note 32. La facilité d'emprunt à terme de 2020 vient à échéance en mars 2022, porte intérêt à un taux fondé sur le taux LIBOR dollar américain à 1 mois et sa valeur comptable s'élève à 1 665 625 000 \$ au 30 septembre 2020.

Pour ce qui est de ses relations de couverture, la Société suppose que les taux d'intérêt fondés sur le LIBOR servant aux règlements des emprunts et des swaps pourront continuer d'être utilisés après la date de retrait prévue, soit à la fin de décembre 2021.

### MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur au 30 septembre 2020.

#### Réforme du taux LIBOR (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7 et d'IFRS 16)

En août 2020, l'IASB a publié la phase 2 de son projet de réforme des taux d'intérêt de référence, qui modifie IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, et IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications s'ajoutent à celles publiées en 2019 et se concentrent sur les effets sur les états financiers lorsqu'une société remplace le taux de référence existant par un autre aux termes de la réforme. Pour la Société, la norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 4. Créances clients

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Clients (note 32)	<b>904 887</b>	979 728
Crédits pour la R et D et autres crédits d'impôt <sup>1</sup>	<b>180 953</b>	259 289
Autres	<b>133 462</b>	118 073
	<b>1 219 302</b>	1 357 090

<sup>1</sup> Les crédits pour la R et D et autres crédits d'impôt étaient liés à des programmes gouvernementaux au Canada, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et dans d'autres pays.

## 5. Fonds détenus pour des clients

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Trésorerie	<b>576 708</b>	187 823
Obligations non courantes (note 32)	<b>148 470</b>	180 289
	<b>725 178</b>	368 112

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 6. Immobilisations corporelles

	Terrains et immeubles	Améliorations locatives	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2019	58 614	224 559	180 638	714 629	1 178 440
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	—	(14 578)	(40 357)	(54 935)
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	58 614	224 559	166 060	674 272	1 123 505
Ajouts	5 759	28 188	12 225	79 057	125 229
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 27a)	12 730	1 013	2 683	2 474	18 900
Cessions/mises hors service	—	(17 160)	(19 405)	(118 490)	(155 055)
Écart de conversion	2 178	4 942	3 656	24 578	35 354
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>79 281</b>	<b>241 542</b>	<b>165 219</b>	<b>661 891</b>	<b>1 147 933</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2019	16 961	139 726	118 672	505 420	780 779
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	—	(8 285)	(24 787)	(33 072)
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	16 961	139 726	110 387	480 633	747 707
Amortissement (note 24)	1 895	24 965	14 240	115 490	156 590
Dépréciation (note 24)	—	—	—	1 035	1 035
Cessions/mises hors service	—	(17 160)	(19 021)	(117 681)	(153 862)
Écart de conversion	1 268	3 041	2 454	16 754	23 517
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>20 124</b>	<b>150 572</b>	<b>108 060</b>	<b>496 231</b>	<b>774 987</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2020</b>	<b>59 157</b>	<b>90 970</b>	<b>57 159</b>	<b>165 660</b>	<b>372 946</b>

	Terrains et immeubles	Améliorations locatives	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2018	58 455	204 888	164 634	686 499	1 114 476
Ajouts	619	40 915	19 568	104 887	165 989
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 27b)	—	5 320	981	1 374	7 675
Cessions/mises hors service	—	(25 565)	(4 146)	(67 291)	(97 002)
Écart de conversion	(460)	(999)	(399)	(10 840)	(12 698)
Au 30 septembre 2019	58 614	224 559	180 638	714 629	1 178 440
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2018	14 652	144 275	106 223	461 233	726 383
Amortissement (note 24)	2 601	21 021	16 428	119 214	159 264
Cessions/mises hors service	—	(25 099)	(3 836)	(67 223)	(96 158)
Écart de conversion	(292)	(471)	(143)	(7 804)	(8 710)
Au 30 septembre 2019	16 961	139 726	118 672	505 420	780 779
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2019</b>	<b>41 653</b>	<b>84 833</b>	<b>61 966</b>	<b>209 209</b>	<b>397 661</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 7. Actifs au titre de droits d'utilisation

	Propriétés	Véhicules motorisés et autres	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>				
Au 30 septembre 2019	—	—	—	—
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	1 070 987	230 707	40 357	1 342 051
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	1 070 987	230 707	40 357	1 342 051
Ajouts	59 556	56 976	2 390	118 922
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 27a)	11 859	—	—	11 859
Changements des estimations et modifications des contrats de location	(6 460)	—	—	(6 460)
Cessions/mises hors service	(56 986)	(61 941)	(3 110)	(122 037)
Écart de conversion	45 302	8 234	1 328	54 864
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>1 124 258</b>	<b>233 976</b>	<b>40 965</b>	<b>1 399 199</b>
<b>Amortissement cumulé</b>				
Au 30 septembre 2019	—	—	—	—
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	546 537	69 381	24 787	640 705
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	546 537	69 381	24 787	640 705
Amortissement (note 24)	127 931	33 140	7 168	168 239
Dépréciation (note 24)	8 361	—	—	8 361
Cessions/mises hors service	(56 986)	(52 467)	(3 110)	(112 563)
Écart de conversion	24 028	2 803	761	27 592
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>649 871</b>	<b>52 857</b>	<b>29 606</b>	<b>732 334</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2020</b>	<b>474 387</b>	<b>181 119</b>	<b>11 359</b>	<b>666 865</b>

## 8. Coûts liés à des contrats

	Au 30 septembre 2020			Au 30 septembre 2019		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coûts de transition	477 174	246 468	230 706	476 075	258 283	217 792
Incitatifs	67 545	58 875	8 670	61 258	56 085	5 173
	<b>544 719</b>	<b>305 343</b>	<b>239 376</b>	<b>537 333</b>	<b>314 368</b>	<b>222 965</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 9. Immobilisations incorporelles

	Logiciels pour utilisation interne acquis	Logiciels pour utilisation interne développés en interne	Solutions d'affaires acquises	Solutions d'affaires développées en interne	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Au 30 septembre 2019	99 204	123 289	81 028	511 384	221 510	1 095 339	2 131 754
Ajouts	929	9 861	229	88 900	10 738	—	110 657
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 27a)	—	—	—	—	507	47 303	47 810
Cessions/mises hors service	(4 652)	(2 826)	(7 506)	(34 810)	(47 888)	(2 376)	(100 058)
Écart de conversion	1 419	974	2 527	5 541	5 505	47 596	63 562
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>96 900</b>	<b>131 298</b>	<b>76 278</b>	<b>571 015</b>	<b>190 372</b>	<b>1 187 862</b>	<b>2 253 725</b>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Au 30 septembre 2019	80 467	69 095	79 907	317 846	159 591	906 866	1 613 772
Amortissement (note 24)	7 336	12 986	316	41 928	26 411	68 401	157 378
Dépréciation (note 24)	—	—	—	10 633	—	—	10 633
Cessions/mises hors service	(4 652)	(2 826)	(7 506)	(34 810)	(47 146)	(453)	(97 393)
Écart de conversion	1 280	490	2 453	2 525	3 600	37 525	47 873
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>84 431</b>	<b>79 745</b>	<b>75 170</b>	<b>338 122</b>	<b>142 456</b>	<b>1 012 339</b>	<b>1 732 263</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2020</b>	<b>12 469</b>	<b>51 553</b>	<b>1 108</b>	<b>232 893</b>	<b>47 916</b>	<b>175 523</b>	<b>521 462</b>

	Logiciels pour utilisation interne acquis	Logiciels pour utilisation interne développés en interne	Solutions d'affaires acquises	Solutions d'affaires développées en interne	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Au 30 septembre 2018	95 707	114 701	82 256	444 593	216 490	1 025 083	1 978 830
Ajouts	4 321	9 433	911	61 693	20 196	—	96 554
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 27b)	77	—	—	—	201	113 786	114 064
Cessions/mises hors service	(436)	(326)	(803)	(46)	(13 281)	(24 321)	(39 213)
Écart de conversion	(465)	(519)	(1 336)	5 144	(2 096)	(19 209)	(18 481)
Au 30 septembre 2019	99 204	123 289	81 028	511 384	221 510	1 095 339	2 131 754
<b>Amortissement cumulé</b>							
Au 30 septembre 2018	72 177	58 212	80 586	277 092	145 078	866 359	1 499 504
Amortissement (note 24)	8 872	11 513	1 319	37 318	29 356	76 182	164 560
Cessions/mises hors service	(436)	(326)	(803)	(46)	(13 247)	(24 321)	(39 179)
Écart de conversion	(146)	(304)	(1 195)	3 482	(1 596)	(11 354)	(11 113)
Au 30 septembre 2019	80 467	69 095	79 907	317 846	159 591	906 866	1 613 772
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2019</b>	<b>18 737</b>	<b>54 194</b>	<b>1 121</b>	<b>193 538</b>	<b>61 919</b>	<b>188 473</b>	<b>517 982</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 10. Autres actifs non courants

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Contrats de maintenance non courants payés d'avance	17 567	20 532
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes de retraite à prestations définies et contrats d'assurance-vie – droit au remboursement (note 17)	24 033	23 879
Actifs au titre des prestations de retraite (note 17)	86 127	96 620
Dépôts	13 312	13 999
Frais de financement différés	3 408	3 798
Autres	19 292	21 652
	<b>163 739</b>	<b>180 480</b>

## 11. Actifs financiers non courants

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Actifs au titre du régime de rémunération différée (notes 17 et 32)	73 156	62 627
Placements non courants (note 32)	22 612	24 596
Montants à recevoir à long terme	20 623	18 034
Instruments financiers dérivés non courants (note 32)	40 178	71 642
	<b>156 569</b>	<b>176 899</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 12. Goodwill

Le 1<sup>er</sup> octobre 2019, la Société a réaligné sa structure de gestion, ce qui a principalement donné lieu à la création de deux nouveaux secteurs opérationnels, soit Scandinavie (Suède, Danemark et Norvège) et Finlande, Pologne et pays baltes, qui étaient auparavant collectivement appelés Europe du Nord à l'exercice précédent. Ainsi, la gestion des activités de la Société se fait désormais au moyen des neuf secteurs opérationnels suivants : Ouest et Sud de l'Europe (principalement la France, le Portugal et la Belgique); États-Unis (É.-U.) Secteur privé et gouvernements locaux; Canada; É.-U. Gouvernement fédéral américain; Royaume-Uni (R.-U.) et Australie; Centre et Est de l'Europe (principalement l'Allemagne et les Pays-Bas); Scandinavie; Finlande, Pologne et pays baltes; et Centres mondiaux de prestation de services en Asie-Pacifique (principalement l'Inde et les Philippines) (Asie-Pacifique). Ce réalignement de la structure de gestion comprenait aussi, dans une moindre mesure, les transferts de certaines gammes de services entre les secteurs opérationnels de la Société.

En raison des changements apportés aux secteurs opérationnels et ces UGT correspondent aux secteurs opérationnels, la Société a réaffecté le goodwill aux UGT révisées en fonction de leur juste valeur relative.

Les secteurs opérationnels représentent la structure de gestion de l'exercice 2020 ainsi que la façon dont le principal décideur opérationnel, c'est-à-dire le président et chef de la direction de la Société, évalue les activités.

La Société a terminé le test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020 et n'a constaté aucune perte de valeur.

Les variations du goodwill se présentaient comme suit :

	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Scandinavie	Finlande, Pologne et pays baltes	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2019	975 075	1 134 246	1 136 737	918 064	806 318	820 565	1 703 927	—	272 905	7 767 837
Acquisitions d'entreprises (note 27)	32 272	—	5 411	86 882	53 021	95 285	(6 604)	—	—	266 267
Réaffectation du goodwill	—	6 324	—	(6 324)	—	—	(613 472)	613 472	—	—
Vente d'une entreprise	—	—	—	—	—	—	(3 411)	—	—	(3 411)
Écart de conversion	81 752	6 737	—	540	45 633	69 999	89 433	46 406	8 738	349 238
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>1 089 099</b>	<b>1 147 307</b>	<b>1 142 148</b>	<b>999 162</b>	<b>904 972</b>	<b>985 849</b>	<b>1 169 873</b>	<b>659 878</b>	<b>281 643</b>	<b>8 379 931</b>

### Hypothèses clés relatives au test de dépréciation du goodwill

Les hypothèses clés utilisées pour les UGT sont présentées dans les tableaux suivants pour les exercices clos les 30 septembre :

2020	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Scandinavie	Finlande, Pologne et pays baltes	Asie-Pacifique
CMPC avant impôt	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités d'exploitation nets <sup>1</sup>	11,2	9,3	9,6	8,5	9,3	10,2	10,0	10,8	23,0
	1,7	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,7	2,0

2019	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Europe du Nord	Asie-Pacifique
CMPC avant impôt	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités d'exploitation nets <sup>1</sup>	9,1	10,0	8,9	9,9	8,9	9,1	9,4	21,4
	1,8	2,0	2,0	2,0	1,9	1,5	1,8	2,0

<sup>1</sup> Le taux de croissance à long terme est établi en fonction des recherches publiées de l'industrie.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 13. Provisions

	Restructuration <sup>1</sup>	Passifs relatifs au démantèlement <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2019	39 212	25 824	33 419	98 455
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	—	(5 987)	(5 987)
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	39 212	25 824	27 432	92 468
Provisions additionnelles	193 592	5 328	34 842	233 762
Acquisitions d'entreprises	—	351	24 823	25 174
Montants utilisés	(119 331)	(3 667)	(24 091)	(147 089)
Renversement de montants non utilisés	—	(3 006)	(6 532)	(9 538)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	—	158	—	158
Écart de conversion	1 799	1 573	1 213	4 585
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>115 272</b>	<b>26 561</b>	<b>57 687</b>	<b>199 520</b>
<b>Tranche courante</b>	<b>112 731</b>	<b>8 609</b>	<b>54 292</b>	<b>175 632</b>
<b>Tranche non courante</b>	<b>2 541</b>	<b>17 952</b>	<b>3 395</b>	<b>23 888</b>

<sup>1</sup> Se reporter à la note 25, Coûts de restructuration, et à la note 27c), Investissements dans les filiales.

<sup>2</sup> Au 30 septembre 2020, les passifs relatifs au démantèlement étaient fondés sur des flux de trésorerie attendus de 27 390 000 \$ et ont été actualisés selon un taux moyen pondéré de 0,59 %. L'échéancier des paiements de ces obligations s'échelonnait entre un an à treize ans au 30 septembre 2020. Le renversement des montants non utilisés s'explique principalement par des règlements avantageux.

<sup>3</sup> Au 30 septembre 2020, la catégorie autres comprenait des contrats générateurs de revenus déficitaires, des contrats avec des fournisseurs déficitaires et des litiges et réclamations.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 14. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine remboursables par tranches de 333 125 \$ (250 000 \$ US) en décembre 2021 <sup>1</sup>	<b>339 682</b>	332 533
Billets de premier rang non garantis remboursables en septembre par tranches de 73 288 \$ (55 000 \$ US) en 2021, 399 750 \$ (300 000 \$ US) en 2024, 266 500 \$ (200 000 \$ US) en quatre remboursements annuels de 50 000 \$ US de 2021 à 2024 et 132 787 \$ (85 000 €) en 2021 <sup>2</sup>	<b>872 283</b>	924 021
Facilité de crédit renouvelable non garantie <sup>3</sup>	—	334 370
Facilités d'emprunt à terme non garanties <sup>4</sup>	<b>2 330 288</b>	661 939
Obligations en vertu de contrats de location-financement remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés (échéant à différentes dates jusqu'en 2024, portant intérêt au taux moyen pondéré de 2,44 % en 2019) (note 3)	—	30 339
Autre dette à long terme	<b>44 842</b>	48 005
	<b>3 587 095</b>	2 331 207
Tranche courante	<b>310 764</b>	113 511
	<b>3 276 331</b>	2 217 696

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2020, un montant de 333 125 000 \$ avait été emprunté, majoré des réévaluations à la juste valeur se rapportant à des swaps de taux d'intérêt désignés comme des couvertures de juste valeur de 6 470 000 \$ et moins les frais de financement. Le financement par voie de placement privé obtenu auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait une tranche des billets de premier rang non garantis en devise américaine, échéant en décembre 2021 et portant intérêt au taux de 4,99 % (4,99 % en 2019). Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 33). Au 30 septembre 2020, la Société respectait ces clauses restrictives.

<sup>2</sup> Au 30 septembre 2020, un montant de 872 325 000 \$ avait été emprunté, moins les frais de financement. Le placement privé comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine et une tranche de billets de premier rang non garantis en euros, avec une échéance moyenne pondérée de 2,8 ans et portant intérêt au taux moyen pondéré de 3,64 % (3,66 % en 2019). En septembre 2020, la Société a effectué le troisième des sept remboursements annuels prévus de 50 000 000 \$ US sur une tranche des billets de premier rang non garantis en devise américaine pour un montant total de 65 860 000 \$ et a réglé les swaps de devises connexes (note 32). Les billets de premier rang non garantis contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 33). Au 30 septembre 2020, la Société respectait ces clauses restrictives.

<sup>3</sup> La Société dispose d'un montant de 1 500 000 000 \$ en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie échéant en décembre 2024. Cette facilité porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux LIBOR ou au taux préférentiel du Canada majoré d'une marge variable établie d'après le ratio du levier financier de la Société. Au 30 septembre 2020, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité. Un montant de 9 699 000 \$ de cette facilité a été donné en garantie de diverses lettres de crédit émises à des clients et à des tiers. La facilité de crédit renouvelable non garantie contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 33). Au 30 septembre 2020, la Société respectait ces clauses restrictives.

<sup>4</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a conclu la facilité d'emprunt à terme de 2020 pour un montant en capital de 1 250 000 000 \$ US (note 32). La facilité d'emprunt à terme de 2020 vient à échéance en mars 2022, porte intérêt à un taux fondé sur le taux LIBOR dollar américain à 1 mois, majoré d'une marge variable établie d'après le ratio du levier financier de la Société. Au 30 septembre 2020, un montant de 1 665 625 000 \$ avait été emprunté, moins les frais de financement, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 0,16 % et une marge de 1,50 %. De plus, la Société a une facilité d'emprunt à terme non garantie d'un montant nominal de 500 000 000 \$ US échéant en décembre 2023. Cette facilité porte intérêt au taux LIBOR dollar américain à 1 mois majoré d'une marge variable établie d'après le ratio du levier financier de la Société. Au 30 septembre 2020, un montant de 666 250 000 \$ avait été emprunté, moins les frais de financement à un taux d'intérêt moyen pondéré de 0,16 % et une marge de 1,00 %. Les facilités d'emprunt à terme non garanties contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 33). Au 30 septembre 2020, la Société respectait ces clauses restrictives.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 15. Autres passifs non courants

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Revenus différés	38 466	70 522
Passifs au titre du régime de rémunération différée (note 17)	82 221	63 838
Loyers différés (note 3)	—	64 655
Autres <sup>1</sup>	64 687	14 377
	<b>185 374</b>	<b>213 392</b>

<sup>1</sup> Au 30 septembre, la catégorie autres se composait principalement de 48 299 000 \$ en lien avec le report de la partie revenant à l'employeur des paiements de sécurité sociale aux termes de la loi du gouvernement américain intitulée Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act (CARES Act).

## 16. Impôt sur les bénéfices

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	\$	\$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	416 563	439 972
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre de la charge d'impôt des exercices antérieurs	(24 328)	(17 934)
Total de la charge d'impôt exigible	392 235	422 038
Charge (recouvrement) d'impôt différé		
Recouvrement d'impôt différé afférent à l'établissement et à la reprise de différences temporelles	(1 120)	(959)
(Recouvrement) charge d'impôt différé afférent(e) aux changements des taux d'imposition	(3 479)	784
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre du recouvrement d'impôt différé des exercices antérieurs	10 769	—
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	—	(8 122)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt différé	6 170	(8 297)
Total de la charge d'impôt sur les bénéfices	<b>398 405</b>	<b>413 741</b>

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada, et il s'établit comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	%	%
Taux d'imposition de la Société prévu par la loi	26,5	26,6
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(0,9)	(1,6)
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(0,9)	(1,4)
Éléments non déductibles et exempts d'impôt	0,2	0,2
Incidence des coûts liés à l'intégration	0,7	0,1
Charge d'impôt minimale	0,9	0,8
Changements liés aux lois fiscales et aux taux d'impôt	(0,2)	—
Taux d'imposition effectif	<b>26,3</b>	<b>24,7</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 16. Impôt sur les bénéfices (suite)

L'historique des soldes d'impôt différé se détaille comme suit :

	Au 30 septembre 2019	Adoption d'IFRS 16 (note 3)	Au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	Ajouts provenant des acquisitions d'entreprises	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créditeurs, provisions et autres passifs non courants	67 926	(17 150)	50 776	47	12 819	(7)	—	573	64 208
Avantages fiscaux découlant des reports prospectifs de pertes fiscales	59 163	—	59 163	886	(17 492)	—	—	3 671	46 228
Rémunération à payer	45 407	—	45 407	—	(2 464)	—	(16 933)	1 410	27 420
Obligations au titre des prestations de retraite	17 904	—	17 904	60	(4 959)	8 282	—	1 879	23 166
Obligations locatives	—	231 562	231 562	3 751	(18 864)	—	—	6 548	222 997
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(123 147)	—	(123 147)	(5 933)	(6 710)	—	—	(670)	(136 460)
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	(182 822)	(182 822)	(3 658)	21 133	—	—	(6 488)	(171 835)
Travaux en cours	(43 569)	—	(43 569)	170	9 532	—	—	(410)	(34 277)
Goodwill	(60 366)	—	(60 366)	(757)	(2 127)	—	—	(959)	(64 209)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(25 819)	—	(25 819)	—	3 095	—	—	—	(22 724)
Couvertures de flux de trésorerie	(13 903)	—	(13 903)	—	(869)	13 773	—	524	(475)
Autres	(1 322)	—	(1 322)	1 354	736	1 095	—	(759)	1 104
<b>Impôt différé, montant net</b>	<b>(77 726)</b>	<b>31 590</b>	<b>(46 136)</b>	<b>(4 080)</b>	<b>(6 170)</b>	<b>23 143</b>	<b>(16 933)</b>	<b>5 319</b>	<b>(44 857)</b>

	Au 30 septembre 2018	Ajouts provenant des acquisitions d'entreprises	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créditeurs, provisions et autres passifs non courants	78 177	(3 220)	(8 394)	—	—	1 363	67 926
Avantages fiscaux découlant des reports prospectifs de pertes fiscales	62 415	—	(1 001)	—	—	(2 251)	59 163
Rémunération à payer	34 887	18	3 995	—	6 132	375	45 407
Obligations au titre des prestations de retraite	25 418	—	(2 683)	(4 324)	—	(507)	17 904
Provision pour créances douteuses	(260)	—	260	—	—	—	—
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(106 207)	(24 514)	7 788	—	—	(214)	(123 147)
Travaux en cours	(59 142)	—	16 010	—	—	(437)	(43 569)
Goodwill	(53 891)	—	(5 407)	—	—	(1 068)	(60 366)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(26 502)	—	683	—	—	—	(25 819)
Couvertures de flux de trésorerie	12 398	—	(1 470)	(25 290)	—	459	(13 903)
Autres	(638)	76	(1 484)	2 374	—	(1 650)	(1 322)
<b>Impôt différé, montant net</b>	<b>(33 345)</b>	<b>(27 640)</b>	<b>8 297</b>	<b>(27 240)</b>	<b>6 132</b>	<b>(3 930)</b>	<b>(77 726)</b>

Les montants au titre des soldes d'impôt différé sont présentés comme suit dans les bilans consolidés :

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	113 484	100 539
Passifs d'impôt différé	(158 341)	(178 265)
	<b>(44 857)</b>	<b>(77 726)</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 16. Impôt sur les bénéfices (suite)

Au 30 septembre 2020, la Société disposait de reports prospectifs de pertes fiscales opérationnelles totalisant 291 255 000 \$ (367 352 000 \$ au 30 septembre 2019), dont une tranche de 59 390 000 \$ (37 480 000 \$ au 30 septembre 2019) vient à échéance à diverses dates entre 2029 et 2040 et une autre de 231 865 000 \$ (329 872 000 \$ au 30 septembre 2019) n'a pas de date d'échéance. Au 30 septembre 2020, un actif d'impôt différé de 41 380 000 \$ (54 814 000 \$ au 30 septembre 2019) a été reconnu à l'égard d'une tranche de 217 563 000 \$ (289 976 000 \$ au 30 septembre 2019) de ces pertes. Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables contre lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Au 30 septembre 2020, la Société avait des pertes fiscales opérationnelles non utilisées d'un montant de 31 639 000 \$ (29 287 000 \$ au 30 septembre 2019) échéant à diverses dates entre 2029 et 2032 et d'un montant de 42 053 000 \$ (48 089 000 \$ au 30 septembre 2019) n'ayant pas de date d'échéance.

Au 30 septembre 2020, la Société disposait de reports prospectifs de pertes fiscales autres que d'exploitation totalisant 485 546 000 \$ (471 772 000 \$ au 30 septembre 2019) n'ayant pas de date d'échéance. Au 30 septembre 2020, des actifs d'impôt différé de 4 848 000 \$ (4 349 000 \$ au 30 septembre 2019) avaient été comptabilisés à l'égard d'une tranche de 19 436 000 \$ (18 151 000 \$ au 30 septembre 2019) de ces pertes. Au 30 septembre 2020, les pertes fiscales autres que d'exploitation non comptabilisées de la Société s'élevaient à 466 110 000 \$ (453 621 000 \$ au 30 septembre 2019).

Au 30 septembre 2020, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par les filiales à l'étranger s'élevant à 836 101 000 \$ (149 121 000 \$ au 30 septembre 2019). Les répercussions fiscales du rapatriement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, qui ne sont pas considérés comme réinvestis indéfiniment, ont été comptabilisées et n'auront pas d'incidence importante sur les liquidités de la Société. De plus, la Société n'avait pas comptabilisé de passifs d'impôt différé sur les bénéfices non distribués de 5 565 437 000 \$ (4 457 906 000 \$ au 30 septembre 2019) tirés de ses filiales à l'étranger, car ceux-ci étaient considérés comme étant réinvestis indéfiniment. À la distribution de ces bénéfices sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à des impôts.

Le 30 septembre 2019, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 18 500 000 \$ découlant de la comptabilisation de pertes fiscales d'exploitation supplémentaires à la suite d'un règlement intervenu avec l'autorité fiscale allemande.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel

La Société administre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi notamment des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies ainsi que d'autres régimes d'avantages du personnel.

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société administre des régimes de retraite à prestations définies principalement au profit de ses employés au Royaume-Uni, en Allemagne et en France ainsi que des régimes moins importants dans d'autres pays. Ces prestations sont fondées sur le salaire donnant droit à pension et sur le nombre d'années de service et financées à même les actifs détenus dans des fonds distincts.

Les régimes à prestations définies exposent la Société au risque de taux d'intérêt, au risque d'inflation, au risque de longévité, au risque de change et au risque de placement sur le marché.

La description qui suit traite principalement des régimes enregistrés au Royaume-Uni, en Allemagne et en France.

#### Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la Société a trois régimes de retraite à prestations définies distincts : le régime de retraite de CMG, le régime de retraite et d'assurance-vie de Logica et le régime de retraite à prestations définies de Logica.

Le régime de retraite de CMG est fermé aux nouveaux membres et les membres existants n'acquièrent plus de droits. Le régime de retraite et d'assurance-vie de Logica est encore ouvert, mais seulement aux employés qui sont issus de la fonction publique et qui disposent de régimes protégés. Le régime de retraite à prestations définies de Logica a été créé sur le modèle du régime en vigueur dans le secteur de l'électricité et vise les employés qui ont travaillé pour National Grid et Welsh Water dont les avantages étaient protégés.

Le régime de retraite et d'assurance-vie de Logica et le régime de retraite à prestations définies de Logica sont des régimes à cotisations patronales et salariales.

Les fiduciaires sont les dépositaires des régimes de retraite à prestations définies et sont responsables d'administrer ceux-ci, y compris les stratégies de placement. Les fiduciaires passent périodiquement en revue les politiques de placement et de répartition de l'actif. Ainsi, la politique du régime de retraite de CMG vise une répartition d'au plus 70 % d'actifs axés sur le rendement, comme des actions; la politique du régime de retraite et d'assurance-vie de Logica est d'investir 15 % des actifs au titre du régime dans des actions et 85 % dans des obligations et la politique du régime de retraite à prestations définies de Logica est d'investir 30 % des actifs au titre du régime dans des actions et 70 % dans des obligations.

En vertu de la *Pensions Act 2004* du Royaume-Uni, des évaluations actuarielles formelles et complètes doivent être réalisées au moins tous les trois ans dans le but de déterminer le montant des cotisations que la Société devrait verser pour que le régime respecte son objectif défini par la loi, compte tenu des actifs déjà détenus. Dans l'intervalle, les fiduciaires doivent obtenir des mises à jour sur la capitalisation estimative sauf si le régime compte moins de 100 membres.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de la capitalisation des trois régimes de retraite à prestations définies ci-dessus ont été réalisées au 30 septembre 2018 et les résultats ont été finalisés au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 avec les recommandations suivantes :

- L'évaluation actuarielle pour le régime de retraite de CMG a révélé un déficit de 26 546 000 \$. Un nouveau plan de redressement a été proposé et, au cours de l'exercice 2020, la Société a versé un montant total de 12 432 000 \$ pour atteindre les objectifs de capitalisation du régime et a mis fin aux cotisations le 30 juin 2020 conformément aux modalités du régime. La Société a également versé un montant de 1 279 000 \$ pour couvrir les frais d'administration;
- L'évaluation actuarielle pour le régime de retraite à prestations définies de Logica a spécifié qu'aucune cotisation supplémentaire n'était requise après le 30 novembre 2019 afin d'atteindre les objectifs de capitalisation du régime. Au cours de l'exercice 2020, la Société a versé un montant total de 344 200 \$ et a donc cessé les cotisations.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

#### Allemagne

En Allemagne, la Société a de nombreux régimes de retraite à prestations définies qui sont tous fermés aux nouveaux membres. Dans la majorité des régimes, les prestations sont versées sous forme de rente mensuelle à la retraite des employés. Dans quelques régimes, les employés reçoivent une prestation sous forme de montant forfaitaire au moment de leur départ à la retraite. Environ le tiers des régimes sont liés par d'anciennes conventions collectives. Il n'existe aucune exigence obligatoire en matière de capitalisation. Les régimes sont capitalisés au moyen des cotisations de la Société. Dans le cas de certains régimes, des polices d'assurance sont souscrites pour capitaliser les régimes de retraite. Celles-ci ne sont pas admissibles à titre d'actifs au titre du régime et sont présentées à titre de droit au remboursement, à moins qu'elles fassent partie de fonds de soutien réassurés ou soient données en garantie aux employés.

#### France

En France, les prestations de retraite sont versées en vertu des dispositions du Code du travail. Au moment de leur départ à la retraite, les employés reçoivent une prestation en fonction du salaire et de leur ancienneté au sein de la Société sous la forme de montant forfaitaire.

Les tableaux suivants présentent les montants au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi inclus dans les bilans consolidés :

Au 30 septembre 2020	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(891 628)	(104 090)	(84 442)	(83 584)	(1 163 744)
Juste valeur des actifs des régimes	977 137	12 766	692	33 829	1 024 424
	85 509	(91 324)	(83 750)	(49 755)	(139 320)
Juste valeur du droit au remboursement	—	22 505	—	1 528	24 033
Actif (passif) net comptabilisé dans le bilan	85 509	(68 819)	(83 750)	(48 227)	(115 287)

Présenté à titre de :

Autres actifs non courants (note 10)

Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes à prestations définies et contrats d'assurance-vie – droit au remboursement

	—	22 505	—	1 528	24 033
Actifs au titre des prestations de retraite	85 509	—	—	618	86 127
Obligations au titre des prestations de retraite	—	(91 324)	(83 750)	(50 373)	(225 447)
	85 509	(68 819)	(83 750)	(48 227)	(115 287)

Au 30 septembre 2019	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(812 179)	(101 298)	(58 048)	(73 059)	(1 044 584)
Juste valeur des actifs des régimes	908 406	12 803	—	26 786	947 995
	96 227	(88 495)	(58 048)	(46 273)	(96 589)
Juste valeur du droit au remboursement	—	22 360	—	1 519	23 879
Actif (passif) net comptabilisé dans le bilan	96 227	(66 135)	(58 048)	(44 754)	(72 710)

Présenté à titre de :

Autres actifs non courants (note 10)

Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes à prestations définies et contrats d'assurance-vie – droit au remboursement

	—	22 360	—	1 519	23 879
Actifs au titre des prestations de retraite	96 227	—	—	393	96 620
Obligations au titre des prestations de retraite	—	(88 495)	(58 048)	(46 666)	(193 209)
	96 227	(66 135)	(58 048)	(44 754)	(72 710)

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Obligations au titre des prestations définies	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2019	812 179	101 298	58 048	73 059	1 044 584
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 060	776	4 665	7 974	14 475
Charge d'intérêts	15 253	576	347	2 878	19 054
Acquisitions d'entreprises (note 27a)	—	—	1 732	—	1 732
Pertes actuarielles (gains actuariels) attribuables à des variations des hypothèses financières <sup>1</sup>	36 135	(1 258)	4 279	1 138	40 294
Pertes actuarielles attribuables à des variations des hypothèses démographiques <sup>1</sup>	17 671	—	6 401	—	24 072
(Gains actuariels) pertes actuarielles lié(e)s à l'expérience <sup>1</sup>	(8 033)	(530)	4 054	(1 374)	(5 883)
Cotisations des participants au régime	91	—	—	—	91
Prestations payées dans le cadre du régime	(28 793)	(1 645)	—	(2 426)	(32 864)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(2 787)	(454)	(1 832)	(5 073)
Écart de conversion <sup>1</sup>	46 065	7 660	5 370	4 167	63 262
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>891 628</b>	<b>104 090</b>	<b>84 442</b>	<b>83 584</b>	<b>1 163 744</b>
Obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	—	—	84 442	35 070	119 512
Obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	891 628	104 090	—	48 514	1 044 232
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>891 628</b>	<b>104 090</b>	<b>84 442</b>	<b>83 584</b>	<b>1 163 744</b>

Obligations au titre des prestations définies	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2018	760 244	89 959	55 276	58 594	964 073
Coût des services rendus au cours de l'exercice	889	689	4 251	6 547	12 376
Charge d'intérêts	21 261	1 512	950	3 558	27 281
Coût des services passés	8 239	—	—	—	8 239
Acquisitions d'entreprises (note 27b)	—	1 444	—	6 550	7 994
Pertes actuarielles attribuables à des variations des hypothèses financières <sup>1</sup>	99 257	15 253	7 806	7 072	129 388
Gains actuariels attribuables à des variations des hypothèses démographiques <sup>1</sup>	(6 947)	(292)	(6 667)	(1 802)	(15 708)
(Gains actuariels) pertes actuarielles lié(e)s à l'expérience <sup>1</sup>	(16 773)	1 065	(11)	(1 389)	(17 108)
Cotisations des participants au régime	102	—	—	—	102
Prestations payées dans le cadre du régime	(25 395)	(263)	—	(3 228)	(28 886)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(4 020)	(1 248)	(1 831)	(7 099)
Écart de conversion <sup>1</sup>	(28 698)	(4 049)	(2 309)	(1 012)	(36 068)
Au 30 septembre 2019	812 179	101 298	58 048	73 059	1 044 584
Obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	—	—	58 048	34 690	92 738
Obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	812 179	101 298	—	38 369	951 846
<b>Au 30 septembre 2019</b>	<b>812 179</b>	<b>101 298</b>	<b>58 048</b>	<b>73 059</b>	<b>1 044 584</b>

<sup>1</sup> Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Actifs des régimes et droit au remboursement	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2019	908 406	35 163	—	28 305	971 874
Revenus d'intérêts sur les actifs du régime	17 255	204	3	964	18 426
Acquisitions d'entreprises (note 27a)	—	—	664	—	664
Cotisations patronales	14 398	2 430	454	6 874	24 156
Rendement des actifs compte non tenu des revenus d'intérêts <sup>1</sup>	15 976	46	—	(396)	15 626
Cotisations des participants au régime	91	—	—	—	91
Prestations payées dans le cadre du régime	(28 793)	(1 645)	—	(2 426)	(32 864)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(2 787)	(454)	(1 831)	(5 072)
Frais d'administration payés dans le cadre du régime	(1 189)	—	—	(58)	(1 247)
Écart de conversion <sup>1</sup>	50 993	1 860	25	3 925	56 803
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>977 137</b>	<b>35 271</b>	<b>692</b>	<b>35 357</b>	<b>1 048 457</b>
Actifs des régimes	977 137	12 766	692	33 829	1 024 424
Droit au remboursement	—	22 505	—	1 528	24 033
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>977 137</b>	<b>35 271</b>	<b>692</b>	<b>35 357</b>	<b>1 048 457</b>

Actifs des régimes et droit au remboursement	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2018	787 550	36 420	—	22 903	846 873
Revenus d'intérêts sur les actifs au titre du régime	22 271	620	—	2 425	25 316
Cotisations patronales	24 430	2 765	1 248	7 025	35 468
Rendement des actifs compte non tenu des revenus d'intérêts <sup>1</sup>	133 821	(784)	—	669	133 706
Cotisations des participants au régime	102	—	—	—	102
Prestations payées dans le cadre du régime	(25 395)	(263)	—	(3 228)	(28 886)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(2 576)	(1 248)	(1 831)	(5 655)
Frais d'administration payés dans le cadre du régime	(1 696)	—	—	(152)	(1 848)
Écart de conversion <sup>1</sup>	(32 677)	(1 019)	—	494	(33 202)
Au 30 septembre 2019	908 406	35 163	—	28 305	971 874
Actifs des régimes	908 406	12 803	—	26 786	947 995
Droit au remboursement	—	22 360	—	1 519	23 879
Au 30 septembre 2019	908 406	35 163	—	28 305	971 874

<sup>1</sup> Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Les actifs des régimes à la fin des exercices se composent de ce qui suit :

Au 30 septembre 2020	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Actions cotées	472 318	—	—	—	472 318
Obligations cotées	93 003	—	—	—	93 003
Trésorerie	52 230	—	—	88	52 318
Autres <sup>1</sup>	359 586	12 766	692	33 741	406 785
	977 137	12 766	692	33 829	1 024 424

Au 30 septembre 2019	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Actions cotées	366 203	—	—	—	366 203
Obligations cotées	200 599	—	—	—	200 599
Trésorerie	111 454	—	—	91	111 545
Autres <sup>1</sup>	230 150	12 803	—	26 695	269 648
	908 406	12 803	—	26 786	947 995

<sup>1</sup> Se composent principalement de divers contrats d'assurance et de fonds de placement cotés qui couvrent des obligations au titre des prestations définies.

Les actifs des régimes ne comprennent pas les actions de la Société, les biens immobiliers occupés par celle-ci ou tout autre actif utilisé par la Société.

Le tableau suivant présente la charge<sup>1</sup> comptabilisée dans les états consolidés du résultat :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	14 475	12 376
Coût des services passés	—	8 239
Intérêts nets sur les obligations ou les actifs nets au titre des prestations définies	629	1 965
Frais d'administration	1 247	1 848
	16 351	24 428

<sup>1</sup> La charge a été comptabilisée à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration totalisant 14 475 000 \$ et de charges financières nettes totalisant 1 876 000 \$ (note 26) (respectivement 20 615 000 \$ et 3 813 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

#### Hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente les principales hypothèses actuarielles (présentées en moyennes pondérées). Les taux d'actualisation, les augmentations salariales et de prestations de retraite futures, les taux d'inflation et les taux de mortalité présumés ont tous une incidence importante sur l'évaluation comptable :

Au 30 septembre 2020	R.-U.	Allemagne	France	Autres
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	1,53	0,65	0,65	3,11
Augmentations salariales futures	2,84	2,50	3,79	1,51
Augmentations des prestations de retraite futures	2,82	1,50	—	2,51
Taux d'inflation	2,84	2,00	2,00	0,08

Au 30 septembre 2019	R.-U.	Allemagne	France	Autres
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	1,82	0,56	0,56	3,05
Augmentations salariales futures	3,03	2,50	3,29	1,07
Augmentations des prestations de retraite futures	3,00	1,50	—	0,06
Taux d'inflation	3,03	2,00	2,00	2,40

La longévité moyenne après l'âge de 65 ans d'un membre actuellement âgé de 45 ans ou de 65 ans se présente comme suit :

Au 30 septembre 2020	R.-U.	Allemagne
	(en années)	
Longévité prévue des membres actuels âgés de 65 ans		
Hommes	21,8	20,0
Femmes	23,7	23,0
Longévité prévue des membres actuels âgés de 45 ans		
Hommes	23,2	24,0
Femmes	25,3	26,0

Au 30 septembre 2019	R.-U.	Allemagne
	(en années)	
Longévité prévue des membres actuels âgés de 65 ans		
Hommes	21,8	20,0
Femmes	23,1	23,0
Longévité prévue des membres actuels âgés de 45 ans		
Hommes	23,6	24,0
Femmes	25,2	26,0

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

#### Hypothèses actuarielles (suite)

Les hypothèses à l'égard des statistiques futures de mortalité sont établies d'après des conseils actuariels qui tiennent compte des statistiques et des résultats techniques publiés dans chaque pays. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, les hypothèses relatives à la mortalité pour les principaux pays reposent sur les tables de mortalité après le départ à la retraite suivantes : 1) au Royaume-Uni, 100 % selon le S2PxA (année de naissance), plus les projections du modèle CMI\_2018 avec un taux d'amélioration annuel à long terme d'au moins 1,25 %; 2) en Allemagne, selon le Heubeck RT2018G et 3) en France, selon l'INSEE TVTD 2014-2016.

Les tableaux suivants présentent la sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux changements dans les principales hypothèses actuarielles :

Au 30 septembre 2020	R.-U.	Allemagne	France
	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(36 622)	(3 445)	(2 936)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	38 192	3 632	3 079
Augmentation salariale de 0,25 %	441	36	3 091
Diminution salariale de 0,25 %	(437)	(36)	(2 962)
Augmentation de 0,25 % des prestations de retraite	18 528	1 598	—
Diminution de 0,25 % des prestations de retraite	(18 132)	(1 531)	—
Augmentation de 0,25 % du taux d'inflation	29 148	1 598	3 091
Diminution de 0,25 % du taux d'inflation	(28 207)	(1 531)	(2 962)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	27 126	3 615	558
Diminution de un an de l'espérance de vie	(26 843)	(3 040)	(592)

Au 30 septembre 2019	R.-U.	Allemagne	France
	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(33 082)	(3 440)	(2 027)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	34 484	3 632	2 126
Augmentation salariale de 0,25 %	408	56	2 132
Diminution salariale de 0,25 %	(404)	(55)	(2 044)
Augmentation de 0,25 % des prestations de retraite	16 758	1 601	—
Diminution de 0,25 % des prestations de retraite	(16 398)	(1 531)	—
Augmentation de 0,25 % du taux d'inflation	26 342	1 601	2 132
Diminution de 0,25 % du taux d'inflation	(25 490)	(1 531)	(2 044)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	20 884	3 325	384
Diminution de un an de l'espérance de vie	(20 824)	(2 938)	(406)

L'analyse de sensibilité qui précède reposait sur une méthode qui extrapole l'incidence de modifications raisonnables apportées aux principales hypothèses à la fin de l'exercice sur les obligations au titre des prestations définies.

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies se présente comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	(en années)	
Royaume-Uni	18	18
Allemagne	14	14
France	14	14
Autres	12	13

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 17. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

#### Hypothèses actuarielles (suite)

La Société s'attend à cotiser 7 903 000 \$ aux régimes à prestations définies au cours du prochain exercice, dont 1 657 000 \$ aux régimes du Royaume-Uni et 6 246 000 \$ à d'autres régimes. Les cotisations tiendront compte des paiements aux fins de la capitalisation et des nouvelles prestations constituées.

### RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La Société administre également des régimes de retraite à cotisations définies. Dans certains pays, les cotisations sont versées dans les régimes de retraite gouvernementaux. Le coût des régimes de retraite à cotisations définies s'est élevé à 228 998 000 \$ en 2020 (221 063 000 \$ en 2019).

De plus, en Suède, la Société cotise au régime multiemployeurs, le régime de retraite d'Alecta SE (Alecta), lequel est un régime de retraite à prestations définies. Ce régime de retraite est classé à titre de régime à cotisations définies, étant donné qu'il n'existe pas d'informations suffisantes pour le comptabiliser à titre de régime à prestations définies. Alecta est dans l'incapacité d'établir exactement la répartition des actifs et des provisions pour chaque employeur. La quote-part de la Société du total des cotisations s'élevait à 0,40 % et ses adhérents représentent 0,50 % du nombre total des adhérents actifs au régime.

Alecta utilise un ratio de capitalisation collectif pour déterminer l'excédent ou le déficit du régime de retraite. Tout excédent ou déficit du régime touchera le montant des cotisations futures à payer. La capitalisation collective représente l'écart entre les actifs d'Alecta et les engagements envers les titulaires de polices et les personnes assurées. La solvabilité collective peut généralement varier entre 125 % et 175 %. Au 30 septembre 2020, le ratio de capitalisation collectif d'Alecta s'établissait à 144 % (142 % en 2019). La charge au titre du régime s'est élevée à 30 269 000 \$ en 2020 (32 512 000 \$ en 2019). La Société s'attend à cotiser 25 709 000 \$ au régime au cours du prochain exercice.

### AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 septembre 2020, le passif au titre de la rémunération différée totalisait 82 221 000 \$ (63 838 000 \$ au 30 septembre 2019) (note 15) et les actifs au titre de la rémunération différée totalisaient 73 156 000 \$ (62 627 000 \$ au 30 septembre 2019) (note 11). Le passif au titre de la rémunération différée se rapporte principalement aux régimes pour certains membres de la direction aux États-Unis et en Allemagne. Certains régimes comprennent des actifs qui seront utilisés pour financer les passifs.

Pour le régime de rémunération différée aux États-Unis, une fiducie a été établie afin que les actifs au titre du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont sous réserve des droits des créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur des passifs liés au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 72 743 000 \$ au 30 septembre 2020 (62 247 000 \$ au 30 septembre 2019).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 18. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 56 239 \$ (63 579 \$ au 30 septembre 2019)	1 002 804	596 358
Pertes nettes sur les swaps de devises ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 63 692 \$ (67 165 \$ au 30 septembre 2019)	(417 462)	(426 376)
Gains (coûts) différés de la couverture des swaps de devises, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 4 049 \$ (déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 1 113 \$ au 30 septembre 2019)	14 053	(4 091)
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 2 554 \$ (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 13 003 \$ au 30 septembre 2019)	(5 935)	24 157
Gains nets non réalisés sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 1 291 \$ (352 \$ au 30 septembre 2019)	4 340	1 486
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Pertes de réévaluation nettes sur les régimes à prestations définies, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 18 920 \$ (8 698 \$ au 30 septembre 2019)	(52 090)	(14 840)
	<b>545 710</b>	<b>176 694</b>

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, des gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie de 5 616 000 \$, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 1 648 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat global ont été reclassés dans les états consolidés du résultat (8 306 000 \$, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 4 311 000 \$, pour l'exercice clos le 30 septembre 2019).

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, une tranche de 10 268 000 \$ des gains différés de couverture des swaps de devises, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 3 702 000 \$, a aussi été reclassée dans les états consolidés du résultat (coûts différés de 5 203 000 \$, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices de 1 113 000 \$, pour l'exercice clos le 30 septembre 2019).

## 19. Capital-actions

Le capital social autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

- Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série, comportant un droit de vote par action, chaque série ayant un rang égal aux autres séries, mais ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, sur les actions subalternes classe A avec droit de vote et sur les actions classe B à droits de vote multiples;
- Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série, sans droit de vote, chaque série ayant un rang égal aux autres séries, mais ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A avec droit de vote et les actions classe B à droits de vote multiples;
- Actions subalternes classe A avec droit de vote, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B à droits de vote multiples quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B à droits de vote multiples, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B à droits de vote multiples se concrétisent;
- Actions classe B à droits de vote multiples, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A avec droit de vote quant au versement de dividendes et convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A avec droit de vote.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 19. Capital-actions (suite)

Au cours des exercices 2020 et 2019, le nombre d'actions subalternes classe A avec droit de vote et d'actions classe B à droits de vote multiples émises et en circulation a évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A avec droit de vote		Actions classe B à droit de vote multiples			Total
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Au 30 septembre 2018	250 425 114	1 978 210	28 945 706	40 382	279 370 820	2 018 592
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	1 942 580	77 773	—	—	1 942 580	77 773
UAR exercées <sup>2</sup>	—	7 651	—	—	—	7 651
Rachetées et annulées <sup>3</sup>	(12 510 232)	(169 299)	—	—	(12 510 232)	(169 299)
Achetées et détenues en fiducie <sup>4</sup>	—	(30 740)	—	—	—	(30 740)
Au 30 septembre 2019	239 857 462	1 863 595	28 945 706	40 382	268 803 168	1 903 977
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	1 438 877	69 420	—	—	1 438 877	69 420
UAR exercées <sup>2</sup>	—	9 078	—	—	—	9 078
Rachetées et annulées <sup>3</sup>	(10 605 464)	(165 315)	—	—	(10 605 464)	(165 315)
Achetées et détenues en fiducie <sup>4</sup>	—	(55 287)	—	—	—	(55 287)
<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>230 690 875</b>	<b>1 721 491</b>	<b>28 945 706</b>	<b>40 382</b>	<b>259 636 581</b>	<b>1 761 873</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable des actions subalternes classe A avec droit de vote comprend un montant de 12 269 000 \$ (14 070 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût de rémunération cumulé lié aux options sur actions exercées au cours de l'exercice.

<sup>2</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 157 788 UAR ont été exercées (160 694 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019), dont la valeur comptabilisée de 9 078 000 \$ (7 651 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019) a été retirée du surplus d'apport. Au 30 septembre 2020, 1 243 022 actions subalternes classe A avec droit de vote étaient détenues en fiducie en vertu des régimes d'UAR (875 480 au 30 septembre 2019).

<sup>3</sup> Le 29 janvier 2020, le conseil d'administration de la Société a autorisé, avec l'approbation réglementaire ultérieure de la Bourse de Toronto, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, permettant à celle-ci de racheter aux fins d'annulation sur le marché libre jusqu'à 20 149 100 actions subalternes classe A avec droit de vote par l'entremise de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et/ou d'autres types de plateforme de négociation ou autrement conformément à des dispenses émises par les autorités en valeurs mobilières. Les actions subalternes classe A avec droit de vote peuvent être rachetées aux fins d'annulation dès le 6 février 2020 jusqu'au 5 février 2021 au plus tard, ou plus tôt si la Société procédait au rachat du nombre maximal d'actions subalternes classe A avec droit de vote visées par l'offre publique de rachat ou décidait de cesser d'effectuer des rachats aux fins d'annulation aux termes de cette offre.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a racheté aux fins d'annulation 6 008 905 actions subalternes classe A avec droit de vote détenues par la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour une contrepartie en trésorerie de 600 000 000 \$ (5 158 362 et 500 000 000 \$, respectivement, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 471 455 000 \$ (389 651 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019), a été imputé aux bénéfices non distribués. Le rachat a été effectué aux termes d'une dispense émise par l'Autorité des marchés financiers et il est pris en compte dans la limite globale annuelle d'actions que la Société peut racheter dans le cadre de l'offre publique actuelle de rachat dans le cours normal de ses activités.

De plus, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a racheté aux fins d'annulation 4 596 559 actions subalternes classe A avec droit de vote (7 301 870 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019) dans le cadre de son offre publique précédente et actuelle de rachat dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie en trésorerie de 443 517 000 \$ (626 075 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019), et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 406 747 000 \$ (567 125 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019), a été imputé aux bénéfices non distribués.

<sup>4</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les fiduciaires, conformément aux modalités des régimes d'UAR et des contrats de fiducie, ont acheté sur le marché libre 525 331 actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société (374 995 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019), pour une contrepartie en trésorerie de 55 287 000 \$ (30 740 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 20. Paiements fondés sur des actions

### a) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants et administrateurs de la Société et de ses filiales, des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent généralement acquis sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2020, un total de 24 442 509 actions subalternes classe A avec droit de vote étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs aux options sur actions en cours attribuées par la Société :

	2020		2019	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
		\$		\$
En cours au début de l'exercice	9 891 592	54,64	12 830 826	52,01
Attribuées	913 560	110,65	52 735	82,59
Exercées (note 19)	(1 438 877)	39,72	(1 942 580)	32,81
Éteintes	(431 223)	84,50	(1 045 783)	64,11
Échues	(955)	74,55	(3 606)	34,79
En cours à la fin de l'exercice	8 934 097	61,33	9 891 592	54,64
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	5 748 402	49,02	5 460 470	41,32

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options sur actions exercées en 2020 s'établissait à 99,79 \$ (93,68 \$ en 2019).

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours attribuées par la Société au 30 septembre 2020 :

	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
	\$		(en années)		\$
	14,48 à 38,79	1 945 743	2,70	1 945 743	29,83
	39,47 à 50,94	1 356 156	4,68	1 356 156	45,21
	52,63 à 63,72	3 235 718	6,43	2 019 298	62,87
	67,04 à 87,65	1 523 387	7,92	426 416	82,94
	102,79 à 110,73	873 093	9,17	789	102,79
		8 934 097	5,87	5 748 402	49,02

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 20. Paiements fondés sur des actions (suite)

### a) Options sur actions (suite)

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours de l'exercice et les hypothèses moyennes pondérées utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	17,71	16,24
Rendement du dividende (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) <sup>1</sup>	16,60	19,79
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,55	2,26
Durée prévue (en années)	4,00	4,00
Prix d'exercice (\$)	110,65	82,59
Cours de l'action (\$)	110,65	82,59

<sup>1</sup> La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue des options.

### b) Unités d'actions liées au rendement

La Société maintient deux régimes d'UAR assortis de modalités semblables. En vertu des deux régimes, le conseil d'administration peut attribuer à certains employés et dirigeants des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A avec droit de vote pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le jour ouvrable précédant le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, les droits rattachés aux UAR attribuées en vertu du premier régime s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution et les droits rattachés aux UAR attribuées en vertu du deuxième régime s'acquièrent à la fin de la période de quatre ans.

Les actions subalternes classe A avec droit de vote achetées dans le cadre des régimes d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. Les fiducies, considérées comme des entités structurées, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 19).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2018	658 732
Attribuées <sup>1</sup>	472 187
Exercées (note 19)	(160 694)
Éteintes	(108 740)
En cours au 30 septembre 2019	861 485
Attribuées <sup>1</sup>	607 342
Exercées (note 19)	(157 788)
Éteintes	(79 569)
<b>En cours au 30 septembre 2020</b>	<b>1 231 470</b>

<sup>1</sup> Les UAR attribuées en 2020 avaient une juste valeur à la date d'attribution de 107,39 \$ par unité (83,24 \$ par unité en 2019).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 20. Paiements fondés sur des actions (suite)

### c) Régime d'achat d'actions

En vertu du régime d'achat d'actions, la Société verse un montant correspondant à un pourcentage des cotisations de base des employés, jusqu'à concurrence de 3,50 %. Un employé peut verser des cotisations additionnelles en excédent des cotisations de base. Toutefois, la Société ne verse pas des cotisations d'un montant égal si l'employé verse des cotisations additionnelles. Les cotisations de l'employé et celles de la Société sont versées à un administrateur indépendant du régime qui achète des actions subalternes classe A avec droit de vote sur le marché libre au nom de l'employé par l'entremise de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de New York.

### d) Régime d'unités d'actions différées

Les membres externes du conseil d'administration (participants) peuvent recevoir une partie ou la totalité de leurs jetons de présence en UAD. Les droits rattachés aux UAD sont acquis immédiatement et doivent être exercés au plus tard le 15 décembre de l'année civile qui suit immédiatement l'année civile au cours de laquelle le participant cesse d'agir à titre d'administrateur. Chaque UAD donne le droit au porteur de recevoir un paiement en trésorerie égal au cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote à la Bourse de Toronto à la date de paiement. Au 30 septembre 2020, il y avait 152 743 UAD en cours (137 571 UAD au 30 septembre 2019).

### e) Charges au titre des paiements fondés sur des actions

La charge au titre des paiements fondés sur des actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration est la suivante :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	\$	\$
Options sur actions	16 378	21 674
UAR	20 979	17 766
Régime d'achat d'actions	127 983	115 287
UAD	(607)	3 334
	164 733	158 061

## 21. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice par action après dilution pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020			2019		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action
	\$		\$	\$		\$
De base	1 117 862	262 005 521	4,27	1 263 207	272 719 309	4,63
Incidence nette des options sur actions et UAR dilutives <sup>2</sup>		4 098 541			5 066 415	
	1 117 862	266 104 062	4,20	1 263 207	277 785 724	4,55

<sup>1</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les 10 605 464 actions subalternes classe A avec droit de vote rachetées aux fins d'annulation et 1 243 022 actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie (respectivement 12 460 232 et 875 480 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

<sup>2</sup> Le calcul du résultat par action après dilution exclut 876 213 options sur actions pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (1 716 774 pour l'exercice clos le 30 septembre 2019) puisqu'elles étaient antidilutives.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 22. Obligations de prestation qui restent à remplir

Les obligations de prestation qui restent à remplir ont trait aux obligations de prestation remplies partiellement ou non remplies dans le cadre d'accords à prix fixe.

Le montant du prix de transaction affecté aux obligations de prestation qui restent à remplir au 30 septembre 2020 se chiffre à 824 854 000 \$ (964 052 000 \$ au 30 septembre 2019) et il devrait être comptabilisé dans les revenus, selon une moyenne pondérée, sur 1,4 année (1,6 année au 30 septembre 2019).

## 23. Coûts des services et frais de vente et d'administration

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	\$	\$
Salaires et autres coûts liés aux membres <sup>1</sup>	7 264 839	7 158 588
Honoraires professionnels et autres coûts liés à la main-d'œuvre contractuelle	1 355 065	1 439 915
Coûts liés au matériel informatique, aux logiciels et aux centres de traitement des données	800 496	873 158
Coûts immobiliers	259 306	363 812
Amortissement et dépréciation (note 24)	556 061	388 087
Autres charges d'exploitation	66 301	60 447
	<b>10 302 068</b>	<b>10 284 007</b>

<sup>1</sup> Déduction faite des crédits d'impôt pour la R et D et d'autres crédits d'impôt de 160 335 000 \$ en 2020 (171 389 000 \$ en 2019).

## 24. Amortissement et dépréciation

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	156 590	159 264
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	168 239	—
Dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	3 269	—
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	55 905	64 263
Dépréciation des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	4 047	—
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 9)	157 378	164 560
Dépréciation des immobilisations incorporelles (note 9)	10 633	—
Inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration (note 23)	556 061	388 087
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des revenus)	2 535	2 919
Amortissement des frais de financement différés (présenté dans les charges financières)	890	1 012
Amortissement des primes et escomptes sur les placements liés aux fonds détenus pour des clients (présenté sur la base du montant net à titre de réduction des revenus)	79	283
Dépréciation des immobilisations corporelles (présentée dans les coûts de restructuration) (notes 6 et 25)	1 035	—
Dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation (présentée dans les coûts de restructuration) (notes 7 et 25)	5 092	—
	<b>565 692</b>	<b>392 301</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 25. Coûts de restructuration

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a engagé des coûts de restructuration liés aux cessations d'emploi, principalement en France, au Canada et en Allemagne, en raison des répercussions de la COVID-19.

Durant l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a également annoncé un plan de restructuration principalement pour la fermeture des établissements au Brésil, la réorientation des services d'infrastructure au Portugal pour privilégier la prestation de services sur le continent et l'optimisation des services d'infrastructure en Suède.

La Société a comptabilisé des coûts de restructuration de 155 411 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (néant au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019).

Ce montant comprend des coûts de restructuration liés aux cessations d'emploi de 144 202 000 \$, comptabilisés au titre des provisions pour restructuration, à la dépréciation d'immobilisations corporelles de 1 035 000 \$ (notes 6 et 24), à la dépréciation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 5 092 000 \$ (note 24) et à d'autres coûts de restructuration de 5 082 000 \$.

## 26. Charges financières nettes

	Exercices clos les 30 septembre	
	2020	2019
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	75 667	63 312
Intérêts sur les obligations locatives (note 3)	33 017	—
Charges financières nettes liées aux obligations et aux actifs nets au titre des prestations définies (note 17)	1 876	3 813
Autres charges financières	9 029	15 071
Charges financières	119 589	82 196
Revenus financiers	(5 115)	(11 566)
	114 474	70 630

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 27. Investissements dans les filiales

### a) Acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a fait les acquisitions significatives suivantes :

- Le 18 décembre 2019, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de SCISYS Group Plc (SCISYS) pour un prix d'achat de 130 260 000 \$. Principalement basée au Royaume-Uni et en Allemagne, SCISYS exerce ses activités dans plusieurs secteurs, possède une expertise approfondie et des solutions de pointe dans les secteurs de l'industrie spatiale et de la défense ainsi que dans les médias et l'information, et est établie à Dublin, en Irlande.
- Le 20 janvier 2020, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Meti Logiciels et Services SAS (Meti) pour un prix d'achat de 43 404 000 \$. Établie en France, Meti se spécialise dans le développement de solutions logicielles pour le secteur du commerce de détail partout en Europe et fait affaire avec certains des plus grands détaillants européens.
- Le 31 mars 2020, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de TeraThink Corporation (TeraThink) pour un prix d'achat de 99 388 000 \$. Établie aux États-Unis, TeraThink est une entreprise de services-conseils en technologie de l'information et en management qui fournit des services de transformation numérique, de finances d'entreprise, de gestion des risques et d'analyse de données au gouvernement fédéral américain, et est établie à Reston, en Virginie.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à l'égard de toutes les acquisitions en fonction de la juste valeur des actifs corporels et incorporels identifiables acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition:

	SCISYS	TeraThink	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs courants	28 461	14 227	12 995	55 683
Immobilisations corporelles (note 6)	16 893	1 369	638	18 900
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 7)	3 362	4 228	4 269	11 859
Immobilisations incorporelles (note 9)	16 837	19 025	10 661	46 523
Goodwill <sup>1</sup> (note 12)	144 712	86 642	37 683	269 037
Passifs courants	(68 254)	(13 910)	(14 414)	(96 578)
Passifs d'impôt différé	(3 030)	—	(1 507)	(4 537)
Obligations au titre des prestations de retraite (note 17)	—	—	(1 068)	(1 068)
Dette à long terme	(10 880)	(9 732)	(122)	(20 734)
Obligations locatives	(4 336)	(4 935)	(4 321)	(13 592)
	123 765	96 914	44 814	265 493
Trésorerie acquise	6 495	2 474	7 035	16 004
Actifs nets acquis	130 260	99 388	51 849	281 497
	130 260	99 388	51 849	281 497
Contrepartie payée	130 260	99 388	51 849	281 497

<sup>1</sup> Le goodwill découlant des acquisitions représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. Au 30 septembre 2020, un montant de 32 272 000 \$ du goodwill est inclus dans le secteur opérationnel Ouest et Sud de l'Europe, un montant de 5 411 000 \$ dans le secteur opérationnel Canada, un montant de 86 642 000 \$ dans le secteur opérationnel É.-U. Gouvernement fédéral américain, un montant de 53 170 000 \$ dans le secteur opérationnel R.-U. et Australie et un montant de 91 542 000 \$ dans le secteur opérationnel Centre et Est de l'Europe. Le goodwill est déductible aux fins de l'impôt seulement pour TeraThink.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de SCISYS, de TeraThink et de Meti est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction aura recueilli tous les renseignements disponibles et jugés nécessaires à cette fin.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, les acquisitions significatives ci-dessus auraient contribué environ 250 000 000 \$ en revenus et individuellement, entre 6,0 % et 10,5 % en bénéfice avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration et l'impôt sur les bénéfices aux résultats financiers de la Société si les acquisitions avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2019. Ces chiffres sont indicatifs de la contribution réelle lorsque l'on considère les dates spécifiques d'acquisition.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 27. Investissements dans les filiales (suite)

### a) Acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice (suite)

Avec leurs importantes capacités en services-conseils stratégiques, en intégration de systèmes et en innovation numérique centrées sur le client, ces acquisitions consolident le modèle de proximité client et l'expertise de CGI dans les secteurs clés, tels que le secteur des communications, le commerce de détail, l'aérospatiale et la défense ainsi que le secteur gouvernemental.

### b) Acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice précédent

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, la Société a fait les acquisitions suivantes :

- Le 11 octobre 2018, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de kkc AG (kkc), un fournisseur spécialisé en développement agile de logiciels et en services de gestion, exerçant ses activités principalement dans le secteur automobile, établi à Brunswick, en Allemagne.
- Au cours de l'exercice, la Société a acquis le contrôle d'Acando AB (Acando), une entreprise de services-conseils établie à Stockholm, en Suède, dans le cadre d'une acquisition par étapes. En mars 2019, la Société a acquis 22,6 % des actions en circulation d'Acando, ce qui a été comptabilisé en tant que participation dans une entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence. Le 16 avril 2019, la Société a obtenu le contrôle d'Acando en faisant l'acquisition d'une tranche supplémentaire de 71,1 % des actions en circulation aux termes d'une offre publique d'achat et, au 14 mai 2019, une participation supplémentaire de 2,4 % a été acquise. Les 3,9 % des actions en circulation restantes, qui sont comptabilisées dans les fournisseurs et autres créiteurs du bilan consolidé, ont été acquises le 11 octobre 2019.
- Le 30 août 2019, la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'Annams Systems Corporation d/b/a Sunflower Systems (Sunflower), un fournisseur spécialisé de logiciels, de solutions et de services de gestion d'actifs établi à San Ramon, en Californie.

Avec leurs capacités en services-conseils stratégiques, en intégration de systèmes et en innovation numérique centrées sur le client, ces acquisitions consolident le modèle de proximité client et l'expertise de CGI dans les secteurs clés, tels que le secteur manufacturier, le commerce de détail et le secteur gouvernemental.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 27. Investissements dans les filiales (suite)

### b) Acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice précédent (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à l'égard des acquisitions ci-dessus en fonction de la juste valeur des actifs corporels et incorporels identifiables acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, la Société a finalisé la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de ckc. Les justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge d'Acando et de Sunflower étaient préliminaires.

	Acando	Autres	Total
	\$	\$	\$
Actifs courants	105 298	14 674	119 972
Immobilisations corporelles (note 6)	6 404	1 271	7 675
Immobilisations incorporelles (note 9)	102 889	9 855	112 744
Goodwill <sup>1</sup>	555 921	31 916	587 837
Passifs courants	(120 746)	(12 735)	(133 481)
Passif d'impôt différé	(25 966)	(1 324)	(27 290)
Obligations au titre des prestations de retraite (note 17)	(6 550)	(1 444)	(7 994)
Dette à long terme	(9 828)	—	(9 828)
	607 422	42 213	649 635
Trésorerie acquise	16 348	(2 481)	13 867
Actifs nets acquis	623 770	39 732	663 502
Contrepartie payée	599 744	37 738	637 482
Contrepartie à payer	24 026	1 994	26 020

<sup>1</sup> Le goodwill découlant des acquisitions représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. Au 30 septembre 2019, un montant de 465 209 000 \$ du goodwill est inclus dans le secteur opérationnel Scandinavie, un montant de 90 943 000 \$ dans le secteur opérationnel Centre et Est de l'Europe, un montant de 17 730 000 \$ dans le secteur opérationnel Finlande, Pologne et pays baltes et un montant de 13 955 000 \$ dans le secteur opérationnel É.-U. Gouvernement fédéral américain. Le goodwill est déductible aux fins de l'impôt seulement pour Sunflower.

Au cours de l'exercice 2019, la Société a acquis 96,1 % des actions en circulation d'Acando et les 3,9 % d'actions restantes le 11 octobre 2019 pour 23 123 000 \$. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a finalisé la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge d'Acando et de Sunflower sans aucun ajustement important.

### c) Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a passé en charges 76 794 000 \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration. Ce montant comprend des frais connexes aux acquisitions de 6 545 000 \$ et des coûts d'intégration de 70 249 000 \$. Les frais connexes aux acquisitions se composent principalement des honoraires engagés dans le cadre des acquisitions. Les coûts d'intégration englobent principalement des coûts liés aux cessations d'emploi de 49 390 000 \$ comptabilisés au titre de la provision pour restructuration et d'autres coûts d'intégration de 20 859 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, la Société a passé en charges 77 417 000 \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration. Ce montant comprenait des frais connexes aux acquisitions de 1 992 000 \$ et des coûts d'intégration de 75 425 000 \$. Les frais connexes aux acquisitions se composent principalement des honoraires engagés dans le cadre des acquisitions. Les coûts d'intégration englobaient principalement des coûts liés aux cessations d'emploi de 56 268 000 \$ comptabilisés au titre de la provision pour restructuration et d'autres coûts d'intégration de 19 157 000 \$.

### d) Cession

Il n'y a eu aucune cession importante au cours des exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 28. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020	2019
	\$	\$
Créances clients	225 441	205 549
Travaux en cours	79 809	(161 031)
Charges payées d'avance et autres actifs	21 342	(22 238)
Actifs financiers non courants	(12 081)	(3 547)
Fournisseurs et autres créditeurs	(106 828)	(54 822)
Rémunération à payer	(17 472)	13 112
Revenus différés	(48 264)	(22 659)
Provisions	76 671	737
Passifs non courants	59 822	19 353
Obligations au titre des prestations de retraite	(4 022)	(2 814)
Instruments financiers dérivés	373	(271)
Impôt sur les bénéfices	(56 627)	(27 620)
	<b>218 164</b>	<b>(56 251)</b>

b) Les activités d'exploitation et d'investissement hors trésorerie liées aux activités s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020	2019
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Fournisseurs et autres créditeurs	4 788	14 573
Provisions	690	2 512
	<b>5 478</b>	<b>17 085</b>
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 698)	(14 913)
Ajouts, cessions/mises hors service et changements des estimations et modifications des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	(102 584)	—
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(780)	(14 267)
	<b>(108 062)</b>	<b>(29 180)</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 28. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

c) Les variations découlant des activités de financement s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020			2019	
	Dette à long terme	Instruments financiers dérivés pour couvrir la dette à long terme	Obligations locatives	Dette à long terme	Instruments financiers dérivés pour couvrir la dette à long terme
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	2 331 207	(29 894)	—	1 800 893	43 217
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	(30 339)	—	911 525	—	—
Solde au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	2 300 868	(29 894)	911 525	1 800 893	43 217
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement, compte non tenu des capitaux propres					
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie	(334 370)	—	—	139 575	—
Augmentation de la dette à long terme	1 807 167	—	—	686 810	—
Remboursement de la dette à long terme et des obligations locatives	(106 496)	—	(175 320)	(355 406)	—
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises	(28 281)	—	—	(2 141)	—
Règlement d'instruments financiers dérivés (note 32)	—	(3 903)	—	—	(554)
Activités de financement hors trésorerie					
Ajouts, cessions/mises hors service et changements des estimations et modifications des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation (nouvelles obligations en vertu de contrats de location-financement pour 2019)	—	—	102 584	12 095	—
Ajouts liés aux acquisitions d'entreprises (note 27)	19 333	—	13 592	9 828	—
Variations des taux de change	(77 126)	66 031	31 766	25 304	(72 557)
Autres	6 000	—	(7 777)	14 249	—
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>3 587 095</b>	<b>32 234</b>	<b>876 370</b>	<b>2 331 207</b>	<b>(29 894)</b>

d) Les intérêts payés et reçus et l'impôt sur les bénéfices payés sont classés dans les activités d'exploitation et s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020	2019
	\$	\$
Intérêts payés	180 453	102 108
Intérêts reçus	5 116	3 080
Impôt sur les bénéfices payé	390 867	386 953

e) La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient composés d'encaisse non affectée aux 30 septembre 2020 et 2019.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 29. Information sectorielle

Les tableaux ci-après présentent de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion révisée. Les résultats sectoriels sont présentés en fonction de l'endroit où sont exécutés les travaux selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique. La Société a révisé de façon rétrospective l'information sectorielle comparative pour la rendre conforme à la nouvelle structure d'information sectorielle (note 12).

Exercice clos le 30 septembre 2020											
	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Scandinavie	Finlande, Pologne et pays baltes	Asie-Pacifique	Éliminations	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	1 911 477	1 863 467	1 686 269	1 712 244	1 358 469	1 212 196	1 104 121	777 152	674 946	(136 226)	12 164 115
Bénéfice sectoriel avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	264 009	295 795	364 424	221 793	215 924	122 548	57 231	120 959	200 263	—	1 862 946
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 27)											(76 794)
Coûts de restructuration (note 25)											(155 411)
Charges financières nettes (note 26)											(114 474)
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>											<b>1 516 267</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'amortissement total de 558 675 000 \$ inclus dans les secteurs Ouest et Sud de l'Europe, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, Canada, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U. et Australie, Centre et Est de l'Europe, Scandinavie, Finlande, Pologne et pays baltes et Asie-Pacifique était respectivement de 64 084 000 \$, 89 150 000 \$, 69 921 000 \$, 47 443 000 \$, 68 346 000 \$, 84 592 000 \$, 71 590 000 \$, 39 055 000 \$ et 24 494 000 \$. L'amortissement comprend des dépréciations de 14 680 000 \$ au titre de solutions d'affaires et de coûts liés à des contrats qui sont principalement incluses dans le secteur É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux pour 3 396 000 \$ au titre de solutions d'affaires, le secteur Canada pour 3 589 000 \$ au titre de solutions d'affaires et le secteur Finlande, Pologne et pays baltes pour 4 065 000 \$ au titre de coûts liés à des contrats et d'une solution d'affaires. Ces actifs ne devraient plus générer d'avantages économiques futurs.

Exercice clos le 30 septembre 2019											
	Ouest et Sud de l'Europe	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	Canada	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U. et Australie	Centre et Est de l'Europe	Scandinavie	Finlande, Pologne et pays baltes	Asie-Pacifique	Éliminations	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	2 022 677	1 834 917	1 768 924	1 597 922	1 356 858	1 166 486	1 095 330	787 640	606 252	(125 770)	12 111 236
Bénéfice sectoriel avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	275 535	333 210	359 089	230 054	185 290	100 244	76 648	118 771	146 154	—	1 824 995
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 27)											(77 417)
Charges financières nettes (note 26)											(70 630)
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>											<b>1 676 948</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2019, l'amortissement total de 391 289 000 \$ inclus dans les secteurs Ouest et Sud de l'Europe, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, Canada, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U. et Australie, Centre et Est de l'Europe, Scandinavie, Finlande, Pologne et pays baltes et Asie-Pacifique était respectivement de 42 558 000 \$, 73 647 000 \$, 62 486 000 \$, 27 433 000 \$, 67 110 000 \$, 37 314 000 \$, 26 534 000 \$, 38 968 000 \$ et 15 239 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la note 3, Sommaire des principales méthodes comptables. Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 29. Information sectorielle (suite)

### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente les revenus provenant de tiers selon l'emplacement géographique du client, ce qui diffère des revenus présentés selon les secteurs opérationnels en raison des revenus intersectoriels, pour les exercices clos les 30 septembre:

	2020	2019
	\$	\$
<b>Ouest et Sud de l'Europe</b>		
France	1 672 355	1 761 861
Ailleurs	239 053	264 252
	1 911 408	2 026 113
<b>É.-U.<sup>1</sup></b>	<b>3 637 070</b>	<b>3 474 418</b>
<b>Canada</b>	<b>1 820 265</b>	<b>1 881 364</b>
<b>R.-U. et Australie</b>		
R.-U.	1 508 719	1 480 627
Australie	63 708	75 268
	1 572 427	1 555 895
<b>Centre et Est de l'Europe</b>		
Allemagne	718 166	655 713
Pays-Bas	465 340	463 633
Ailleurs	68 537	74 271
	1 252 043	1 193 617
<b>Scandinavie</b>		
Suède	835 682	854 565
Ailleurs	322 711	297 101
	1 158 393	1 151 666
<b>Finlande, Pologne et pays baltes</b>		
Finlande	766 732	785 285
Ailleurs	37 269	37 179
	804 001	822 464
<b>Asie-Pacifique</b>		
Ailleurs	8 508	5 699
	8 508	5 699
	12 164 115	12 111 236

<sup>1</sup> Les revenus provenant de tiers compris dans les secteurs opérationnels É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux et É.-U. Gouvernement fédéral américain ont respectivement été de 1 902 661 000 \$ et 1 734 409 000 \$ en 2020 (respectivement 1 853 154 000 \$ et 1 621 264 000 \$ en 2019).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 29. Information sectorielle (suite)

### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation (uniquement au 30 septembre 2020), les coûts liés à des contrats et les immobilisations incorporelles selon leur emplacement géographique :

	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
	\$	\$
É.-U.	487 698	367 415
Canada	412 469	292 291
R.-U.	138 391	103 803
France	137 307	45 501
Suède	162 506	125 987
Finlande	93 948	46 828
Allemagne	107 809	47 800
Pays-Bas	64 551	22 187
Reste du monde	195 970	86 796
	<b>1 800 649</b>	<b>1 138 608</b>

### INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services fournis par la Société pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020	2019
	\$	\$
Intégration de systèmes et services-conseils	5 554 622	5 998 486
Services en TI et en gestion des processus d'affaires en mode délégué	6 609 493	6 112 750
	<b>12 164 115</b>	<b>12 111 236</b>

### RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences, inclus dans le secteur opérationnel É.-U. Gouvernement fédéral américain, représentaient 1 675 326 000 \$ et 13,8 % des revenus pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (1 554 933 000 \$ et 12,8 % pour l'exercice clos le 30 septembre 2019).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 30. Transactions avec les parties liées

### a) Transactions avec des filiales et d'autres parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales ont été éliminés au moment de la consolidation. La Société détient la totalité des titres de participation de ses principales filiales.

Les principales filiales de la Société, dont les revenus représentent plus de 3 % des revenus consolidés, selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique, sont les suivantes :

Nom de la filiale	Pays de constitution en société
CGI Technologies and Solutions Inc.	États-Unis
CGI France SAS	France
CGI Federal Inc.	États-Unis
CGI IT UK Limited	Royaume-Uni
CGI Information Systems and Management Consultants Inc.	Canada
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Canada
CGI Sverige AB	Suède
CGI Deutschland B.V. & Co KG	Allemagne
CGI Suomi Oy	Finlande
CGI Information Systems and Management Consultants Private Limited	Inde
CGI Nederland BV	Pays-Bas

### b) Rémunération des dirigeants clés

La rémunération des dirigeants clé, qui sont actuellement définis comme les cadres supérieurs et le conseil d'administration de la Société se présentait comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2020	2019
	\$	\$
Avantages du personnel à court terme	14 462	22 185
Paiements fondés sur des actions	22 122	23 991

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 31. Engagements, éventualités et garanties

### a) Engagements

Au 30 septembre 2020, la Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 235 781 000 \$. Les paiements minimaux exigibles en vertu de ces ententes sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	124 776
De un an à trois ans	110 790
De trois ans à cinq ans	215

### b) Éventualités

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de litiges et réclamation, liés essentiellement à des risques fiscaux, à des litiges contractuels et à des réclamations d'employés, dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces questions pourraient entraîner des coûts importants qui demeureront incertains jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou non. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement de l'une ou l'autre de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur ses résultats d'exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Les réclamations dont l'issue sera probablement défavorable sont comptabilisées dans les provisions.

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec diverses agences gouvernementales. Certains de ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que la Société mène ses activités conformément à ces exigences. Généralement, les agences gouvernementales peuvent modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à leur convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand contrat ou projet avec le gouvernement pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

### c) Garanties

#### Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite, entre autres, de violations d'obligations contractuelles, de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2020, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

#### Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2020, la Société avait engagé un montant total de 32 130 000 \$ dans ces types de cautionnement. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas une incidence significative sur les résultats d'exploitation consolidés ou la situation financière de la Société.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 31. Engagements, éventualités et garanties (suite)

### c) Garanties (suite)

#### Autres transactions (suite)

De plus, la Société a émis des lettres de crédit totalisant 76 795 000 \$ en plus des lettres de crédit couvertes par la facilité de crédit renouvelable non garantie (note 14). Ces garanties sont nécessaires dans certains des contrats de la Société avec les clients.

## 32. Instruments financiers

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, de la facilité de crédit renouvelable non garantie, des facilités d'emprunt à terme non garanties et de l'autre dette à long terme est évaluée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions;
- La juste valeur des obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et des placements non courants est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs au moyen des données de marché observables, comme les courbes de taux d'intérêt ou les écarts de crédit, ou en fonction de transactions similaires dans des conditions de concurrence normale;
- La juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière;
- La juste valeur des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt, des taux de change et des taux d'intérêt) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie estimés;
- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est établie au moyen des cours observables;
- La juste valeur des actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants se fonde sur des cours des marchés et sur la valeur des actifs nets à la date de clôture.

Au 30 septembre 2020, aucun changement n'avait été apporté aux techniques d'évaluation.

Le tableau suivant présente les passifs financiers compris dans la dette à long terme (note 14), évalués au coût amorti classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

	Niveau	Au 30 septembre 2020		Au 30 septembre 2019	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	Niveau 2	1 211 965	1 297 632	1 256 554	1 330 809
Obligations en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	—	—	30 339	29 792
Autre dette à long terme	Niveau 2	44 842	43 536	48 005	46 743
		<b>1 256 807</b>	<b>1 341 168</b>	1 334 898	1 407 344

Pour les autres actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 32. Instruments financiers (suite)

### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a conclu la facilité d'emprunt à terme de 2020 pour un montant en capital de 1 250 000 000 \$ US. La facilité d'emprunt à terme de 2020 a été désignée comme couverture d'une partie de l'investissement net de la Société dans ses activités aux États-Unis.

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur classés selon la hiérarchie des justes valeurs sont présentés dans le tableau ci-après :

	Niveau	Au 30 septembre 2020	Au 30 septembre 2019
		\$	\$
<b>Actifs financiers</b>			
<b>À la juste valeur par le biais du bénéfice net</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2	1 707 985	213 831
Actifs au titre du régime de rémunération différée (note 11)	Niveau 1	73 156	62 627
		<b>1 781 141</b>	<b>276 458</b>
<b>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>			
Instruments financiers dérivés courants compris dans les actifs financiers courants			
Swaps de devises	Niveau 2	—	4 243
Contrats de change à terme		17 027	25 799
Instruments financiers dérivés non courants (note 11)			
Swaps de devises	Niveau 2	25 362	45 193
Contrats de change à terme		8 636	25 069
Swaps de taux d'intérêt		6 180	1 380
		<b>57 205</b>	<b>101 684</b>
<b>À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>			
Placements courants compris dans les actifs financiers courants	Niveau 2	1 473	9 889
Obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients (note 5)	Niveau 2	148 470	180 289
Placements non courants (note 11)	Niveau 2	22 612	24 596
		<b>172 555</b>	<b>214 774</b>
<b>Passifs financiers</b>			
<b>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>			
Instruments financiers dérivés courants			
Swaps de devises	Niveau 2	5 320	2 982
Contrats de change à terme		3 008	1 920
Instruments financiers dérivés non courants			
Swaps de devises	Niveau 2	52 275	16 560
Contrats de change à terme		4 347	1 762
		<b>64 950</b>	<b>23 224</b>

Au cours des exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019, aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 32. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque, tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change, a une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

#### Risque de taux d'intérêt

La Société a des swaps de taux d'intérêt selon lesquels elle obtient un taux d'intérêt fixe et verse un taux d'intérêt variable sur son billet de premier rang non garanti en devise américaine. Ces swaps servent à couvrir le risque de variation de la juste valeur de la dette. Le tableau suivant résume la juste valeur de ces swaps :

Swaps de taux d'intérêt	Montant nominal	Taux à recevoir	Taux à payer	Échéance	Au	Au
					30 septembre 2020	30 septembre 2019
					Juste valeur	Juste valeur
					\$	\$
Couvertures de juste valeur liées au billet de premier rang non garanti en devise américaine	250 000 \$ US	4,99 %	LIBOR à un mois + 3,26 %	décembre 2021	6 180	1 380

Le billet de premier rang non garanti en devise américaine d'une valeur comptable de 339 682 000 \$ comprend le montant cumulatif des ajustements liés aux couvertures de juste valeur de 6 470 000 \$ au 30 septembre 2020.

De plus, la Société désigne les swaps de devises et de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie à l'égard des variations de taux d'intérêt et de taux de change sur la dette à long terme libellée en devises, comme il est décrit ci-après.

La Société court également un risque de taux d'intérêt sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie et sur sa facilité d'emprunt à terme de 2020.

La Société analyse régulièrement son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant divers scénarios afin de simuler le refinancement ou le renouvellement de positions existantes. D'après ces scénarios, une variation de 1 % du taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence importante sur le bénéfice net.

#### Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement grâce à la dette libellée en devises et aux instruments financiers dérivés, y compris des contrats de change à terme et des swaps de devises.

La Société couvre une partie de la conversion en dollars canadiens de ses investissements nets dans ses établissements aux États-Unis et en Europe grâce aux billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros et à l'emprunt à terme de 2020. Au 30 septembre 2020, les billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros et l'emprunt à terme de 2020 d'une valeur comptable de 2 316 639 000 \$ et d'un montant nominal de 2 311 425 000 \$ ont été désignés comme instruments de couverture pour couvrir des parties de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis et en Europe.

La Société couvre également une partie de la conversion de ses investissements nets dans ses établissements en Europe avec des swaps de devises.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 32. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

#### Risque de change (suite)

Les tableaux suivants présentent les swaps de devises que la Société a conclus dans le but de gérer le risque de change auquel elle est exposée :

Montant nominal à recevoir	Taux à recevoir	Montant nominal à payer	Taux à payer	Échéance	Au	Au
					30 septembre 2020	30 septembre 2019
					Juste valeur	Juste valeur
					\$	\$
<b>Couvertures des investissements nets dans des établissements en Europe</b>						
374 200 \$	de 3,40 % à 3,81 %	240 800 €	de 2,10 % à 2,51 %	de septembre 2021 à 2024	<b>189</b>	19 305
136 274 \$	de 3,57 % à 3,63 %	75 842 £	de 2,67 % à 2,80 %	septembre 2024	<b>8 977</b>	12 511
58 419 \$	de 3,57 % à 3,68 %	371 900 Skr	de 2,12 % à 2,18 %	septembre 2024	<b>5 359</b>	7 995
<b>Couvertures des investissements nets dans des établissements en Europe et couvertures de flux de trésorerie sur la facilité d'emprunt à terme non garantie</b>						
500 000 \$ US	LIBOR à un mois + 1,00 %	443 381 €	de 1,13 % à 1,17 %	décembre 2023	<b>(45 599)</b>	(3 627)
<b>Couvertures de flux de trésorerie sur les billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>						
420 000 \$ US	de 3,74 % à 4,06 %	568 893 \$	de 3,40 % à 3,81 %	de septembre 2021 à 2024	<b>(1 159)</b>	(6 290)
<b>Total</b>					<b>(32 233)</b>	29 894

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la Société a réglé des swaps de devises dont le montant nominal était de 69 300 000 \$ pour un montant net de 3 903 000 \$. Les montants connexes comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global seront transférés dans le bénéfice net au moment de la cession de l'investissement net.

La Société conclut des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des divers taux de change relativement aux revenus futurs. Les relations de couverture sont désignées et documentées à leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

Au 30 septembre 2020, la Société détenait des contrats de change à terme pour couvrir son exposition aux variations des taux de change, dont les montants nominaux, les taux contractuels moyens et les échéances s'établissent comme suit :

Contrats de change à terme	Montant nominal	Taux contractuels moyens		Au	Au
		Moins de un an	Plus de un an	30 septembre 2020	30 septembre 2019
				Juste valeur	Juste valeur
				\$	\$
USD/INR	146 778 \$ US	75,30	80,89	<b>2 473</b>	1 498
CAD/INR	288 942 \$	57,94	61,59	<b>6 196</b>	11 687
EUR/INR	107 190 €	91,92	95,77	<b>4 731</b>	14 985
GBP/INR	86 833 £	100,26	105,18	<b>4 522</b>	11 929
SEK/INR	248 637 Skr	8,61	8,79	<b>477</b>	3 945
EUR/GBP	39 291 €	0,90	0,90	<b>(1 210)</b>	(311)
EUR/MAD	47 010 €	11,60	11,46	<b>2 534</b>	4 416
EUR/CZK	27 456 €	26,09	26,69	<b>(1 039)</b>	243
EUR/SEK	30 773 €	10,45	10,70	<b>120</b>	(1 828)
Autres	74 054 \$			<b>(496)</b>	622
<b>Total</b>				<b>18 308</b>	47 186

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 32. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

#### Risque de change (suite)

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une appréciation de 10 % de la couronne suédoise, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling. L'analyse de sensibilité sur le bénéfice net présente l'incidence des instruments financiers libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une appréciation de 10 % des taux de change. L'analyse de sensibilité sur les autres éléments du résultat global présente l'incidence d'une appréciation de 10 % des taux de change sur la juste valeur des contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie et sur les couvertures des investissements nets.

	2020				2019			
	Incidence de la couronne suédoise	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling	Incidence de la couronne suédoise	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Augmentation du bénéfice net	317	1 215	190	931	875	2 333	167	2 166
Diminution des autres éléments du résultat global	(11 047)	(233 182)	(116 136)	(29 080)	(7 724)	(65 034)	(109 838)	(24 736)

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure d'acquitter ses passifs financiers à leur échéance ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, en faisant des prélèvements sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie ainsi qu'en émettant des titres de créance et des actions. L'un des objectifs principaux de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité grâce à une gestion active des actifs, des passifs et des flux de trésorerie. La Société fait un suivi régulier de ses prévisions de trésorerie pour veiller à ce que ses liquidités disponibles lui procurent une marge de manœuvre suffisante pour honorer ses obligations.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 32. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable et les échéances contractuelles des portions du capital et des intérêts des passifs financiers. Tous les montants libellés en devises aux termes d'un contrat sont présentés sous la forme de montants équivalents en dollars canadiens selon le taux de change au comptant ou le taux variable de la fin de la période.

Au 30 septembre 2020	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De un an à trois ans	De trois ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	1 025 963	1 025 963	1 025 963	—	—	—
Rémunération à payer	672 775	672 775	672 775	—	—	—
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	1 211 965	1 325 791	321 089	519 605	485 097	—
Facilités d'emprunt à terme non garanties	2 330 288	2 400 927	35 869	1 696 940	668 118	—
Obligations locatives	876 370	1 002 493	207 617	325 964	229 871	239 041
Autre dette à long terme	44 842	45 221	38 240	5 387	1 587	7
Obligations liées aux fonds des clients	720 322	720 322	720 322	—	—	—
Passifs financiers dérivés						
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs	6 694					
Sorties de fonds		290 661	108 478	163 183	19 000	—
(Entrées de fonds)		(299 279)	(107 621)	(169 846)	(21 812)	—
Swaps de devises	57 595					
Sorties de fonds		1 272 197	315 839	168 458	787 900	—
(Entrées de fonds)		(1 232 774)	(311 715)	(163 025)	(758 034)	—
Contrats à terme non livrables	661					
Sorties de fonds		661	661	—	—	—
	6 947 475	7 224 958	3 027 517	2 546 666	1 411 727	239 048
Au 30 septembre 2019						
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	1 108 895	1 108 895	1 108 895	—	—	—
Rémunération à payer	642 897	642 897	642 897	—	—	—
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	1 256 554	1 425 138	116 613	738 987	569 538	—
Facilité de crédit renouvelable non garantie	334 370	378 298	10 493	20 986	346 819	—
Facilité d'emprunt à terme non garantie	661 939	747 921	19 677	40 804	687 440	—
Obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	14 295	14 609	10 938	3 558	113	—
Obligations en vertu de contrats de location-financement	30 339	31 245	14 534	16 172	539	—
Autre dette à long terme	33 710	34 181	22 719	8 885	1 986	591
Obligations liées aux fonds des clients	366 796	366 796	366 796	—	—	—
Passifs financiers dérivés						
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs	3 682					
Sorties de fonds		224 440	97 993	126 447	—	—
(Entrées de fonds)		(228 672)	(97 250)	(131 422)	—	—
Swaps de devises	19 542					
Sorties de fonds		1 160 635	91 857	250 763	818 015	—
(Entrées de fonds)		(1 218 430)	(101 823)	(267 794)	(848 813)	—
	4 473 019	4 687 953	2 304 339	807 386	1 575 637	591

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 32. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Au 30 septembre 2020, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des obligations liées aux fonds des clients, des placements courants ainsi que des placements non courants totalisant 2 457 248 000 \$ (616 428 000 \$ au 30 septembre 2019). La Société disposait également d'un montant de 1 490 301 000 \$ en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie (1 155 369 000 \$ au 30 septembre 2019). Au 30 septembre 2020, les créances clients totalisaient 904 887 000 \$ (note 4) (979 728 000 \$ au 30 septembre 2019). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le calendrier de paiement des obligations, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

### RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'une contrepartie ne puisse pas régler intégralement les montants à payer à la Société à leur échéance. Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à une concentration du risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients, les travaux en cours, les placements non courants et les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est positive. Le risque de crédit maximal correspond en général à la valeur comptable de ces éléments présentée aux bilans consolidés.

La Société court un risque de crédit lié aux placements non courants en raison de l'incapacité éventuelle des emprunteurs à respecter les modalités rattachées à leurs obligations. La Société atténue ce risque en investissant principalement dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus. L'application de l'exemption pour risque de crédit faible n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a des créances clients issues de diverses industries, notamment les suivantes : gouvernements; manufacturier, distribution et détail; services financiers et communications et services publics; et santé qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les créances clients. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients et du fait qu'aucune industrie ou région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société. Jusqu'à présent, la Société n'a effectué aucune radiation importante et a maintenu de faibles ratios de créances irrécouvrables. L'application de l'approche simplifiée pour évaluer les pertes de crédit attendues pour ce qui est des créances clients et des travaux en cours n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des créances clients en souffrance :

	2020	2019
	\$	\$
En règle	775 975	793 387
En souffrance de 1 à 30 jours	44 278	96 106
En souffrance de 31 à 60 jours	29 948	23 125
En souffrance de 61 à 90 jours	6 407	17 392
En souffrance depuis plus de 90 jours	53 546	54 192
	910 154	984 202
Provision pour créances douteuses	(5 267)	(4 474)
	904 887	979 728

De plus, l'exposition au risque de crédit découlant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments financiers dérivés est limitée, car la Société fait surtout affaire avec un groupe diversifié d'institutions financières de première qualité et les contrats dérivés sont en général assujettis à des accords-cadres de compensation, comme ceux de l'International Swaps and Derivatives Association, qui prévoient le règlement net de tous les contrats en cours avec une contrepartie donnée en cas de défaillance.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 33. Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux du processus de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont adéquates tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres. Au 30 septembre 2020, le total du capital géré s'élevait à 13 459 695 000 \$ (9 463 626 000 \$ au 30 septembre 2019). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche courante (note 14), d'obligations locatives, de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements courants, de placements non courants (note 11) et de capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque des besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité d'audit et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque de capital est identique à celle des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures additionnelles. La dette nette représente la dette (incluant la tranche courante et la juste valeur des instruments financiers dérivés de devises liés à la dette) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants et les placements non courants. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est la somme du bénéfice tiré des activités poursuivies avant les charges financières, l'impôt sur les bénéfices, l'amortissement, les coûts de restructuration, et les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de gestion du capital en ce qui a trait à sa facilité de crédit et à ses facilités de crédit renouvelables non garanties. Les ratios sont les suivants :

- Des ratios de levier financier, qui sont le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour ses billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros et le ratio de la dette totale déduction faite de la trésorerie et des investissements en équivalents de trésorerie sur le BAIIA pour sa facilité de crédit renouvelable non garantie et ses facilités d'emprunt à terme non garanties, pour les quatre derniers trimestres<sup>1</sup>.
- Un ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIAL pour les quatre derniers trimestres sur le total des charges financières et des loyers et charges locatives d'exploitation pour la même période. Le BAIIAL correspond au BAIIA avant les charges locatives<sup>1</sup>.
- En ce qui concerne les billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, une valeur nette minimale est exigée, selon laquelle les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Ces ratios sont calculés sur une base consolidée.

La Société se conforme à ces clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité d'audit et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence imposée par des tiers en matière de capital.

<sup>1</sup> Dans le cas d'une acquisition, l'information financière historique disponible de la société acquise sera utilisée dans le calcul des ratios.